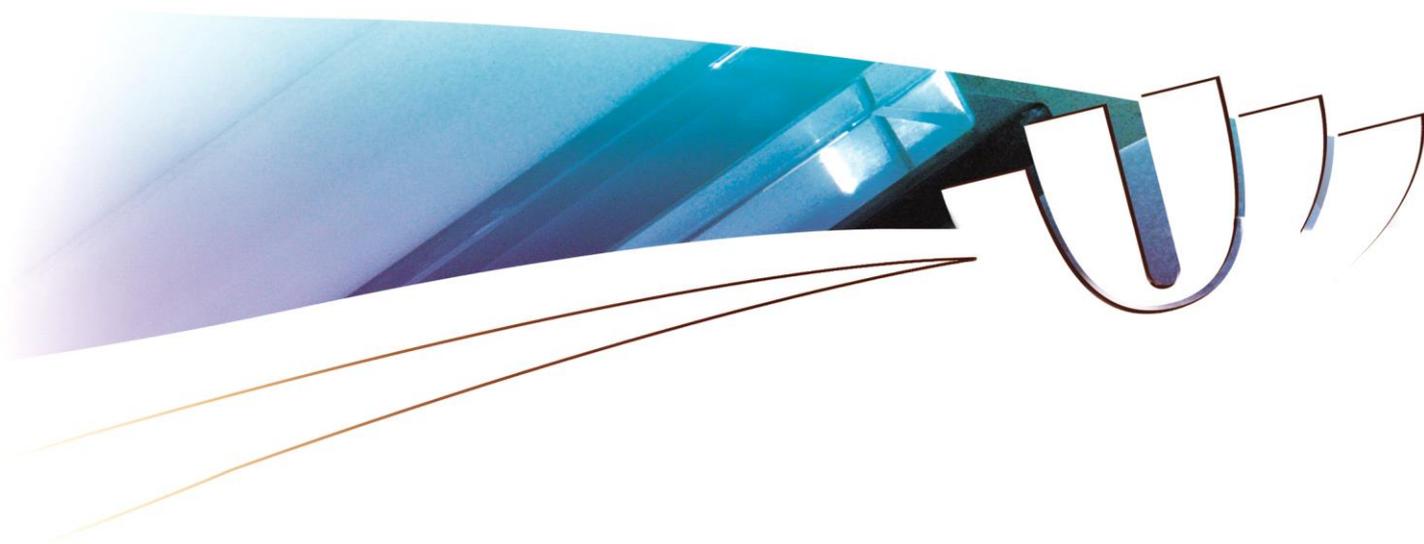




COMPTE FINANCIER 2017

PRESENTÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 13 MARS 2018



RAPPORT DE GESTION 2017 DE L'ORDONNATEUR

Conseil d'administration du 13 mars 2018

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
DEFINITIONS.....	5
ELEMENTS CLES DE L'EXERCICE 2017.....	6
ELEMENTS D'ANALYSE	6
INDICATEURS DE L'EXERCICE 2017	7
LE FONCTIONNEMENT	9
<i>Evolution des recettes de fonctionnement (hors reprise sur amortissements)</i>	10
<i>Evolution des dépenses de masse salariale</i>	13
<i>Evolution des dépenses de fonctionnement</i>	15
LES INVESTISSEMENTS	18
<i>Les recettes d'investissement</i>	18
<i>Les dépenses d'investissement</i>	19
EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES DE L'ETABLISSEMENT.....	21
<i>Le SAIC</i>	21
<i>Le CFA</i>	25
<i>La Fondation</i>	27

INTRODUCTION

Suite à deux exercices déficitaires consécutifs, l'année 2016 a été marquée par la mise en application d'un Plan de Rétablissement de l'Equilibre Financier (PREF) adopté par le Conseil d'Administration de l'université le 21 juin 2016.

Le compte financier 2017 constitue donc la deuxième annuité de mise en œuvre du PREF au sein de l'université et le premier exercice pour lequel l'université disposait d'outils de gestion et d'un système d'information adapté à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

Le budget initial a été voté le 13 décembre 2016 et complété par un budget rectificatif le 11 juillet 2017.

Pour rappel, les enveloppes de dépenses fixées lors du budget rectificatif 2017 s'établissaient comme suit :

✓ Masse salariale (MS) :	162 700 K€
✓ Fonctionnement :	26 370 K€
✓ Investissement :	11 135 K€

En parallèle, des objectifs de recettes se décomposaient de la manière suivante :

✓ Subvention pour charge de service public (SCSP) :	166 095 K€
✓ Autres ressources de fonctionnement :	26 995 K€
✓ Ressources d'investissement :	6 141 K€

DÉFINITIONS

☞ Résultat de l'exercice ou résultat net comptable

Différence entre les produits et les charges de fonctionnement, le résultat net comptable mesure l'enrichissement ou l'appauvrissement de l'Université au cours de l'exercice.

Il tient compte à la fois :

- des charges et des produits qui ont donné lieu à des mouvements de trésorerie ;
- des opérations comptables : dotations aux comptes de provisions et d'amortissements, variation des stocks.

☞ Capacité d'autofinancement (CAF)

Contrairement au résultat net comptable, la CAF ne retient que les opérations ayant fait l'objet d'une sortie ou d'une entrée directe de trésorerie (encaissements et décaissements). Elle mesure ainsi la capacité de l'établissement à financer, sur ses ressources propres, générées par son activité, les investissements de l'exercice.

☞ Fonds de roulement net global (FRNG)

Calculé à partir du bilan, le fonds de roulement correspond à la différence entre les ressources stables (réserves, subventions d'investissement, dotations) et les dépenses d'immobilisations. Il permet de vérifier dans quelle mesure est respectée une des règles fondamentales de l'équilibre financier : les acquisitions durables doivent être financées par des ressources stables. Cependant, le FRNG ne peut suffire à la définition de la richesse réellement disponible pour la poursuite de la politique d'évolution de l'université. En effet, le fonds de roulement disponible (corrigé des reports et engagements divers) correspond à ce dont dispose réellement l'établissement pour décider de sa politique, de ses opérations de dépenses, notamment celles du renouvellement des immobilisations et de l'entretien de ses bâtiments.

☞ Besoin en fonds de roulement (BFR)

Il correspond à la partie des créances qui n'est pas couverte par des dettes. C'est donc, pour l'établissement, un besoin de financement de l'exploitation pour lequel il convient de trouver une ressource. Le BFR est la résultante d'éléments qui vont s'imposer à l'établissement (ex. : délai maximum de paiement aux fournisseurs fixé par la réglementation, paiement des cotisations fiscales et sociales à des dates précises, date de versement des subventions par les ministères...), ou être la conséquence de décisions de gestion (ex. : délai de recouvrement des créances auprès des autres établissements, des entreprises...). Il convient de noter, qu'à l'image de nombreux établissements publics, le BFR de l'Université de Reims est négatif, il constitue donc un moyen de financement.

ELÉMENTS CLÉS DE L'EXERCICE 2017

Le résultat consolidé de l'exercice 2017 est de 1 473 K€, soit une augmentation de 2 459 K€ par rapport au résultat 2016. Au regard du déficit prévu dans le budget rectificatif (BR) 2017 (- 92 K€), le gain s'élève à 1 566 K€.

La CAF s'élève à 6 595 K€ et l'on peut constater sur l'exercice 2017 un apport au fonds de roulement de 3 793 K€ alors que le BR 2017 prévoyait un prélèvement (-994 K€).

Les dépenses de masse salariale 2017 sont de 160 803 K€. Elles représentent une baisse de 445,5 K€ par rapport à 2016, soit une diminution de 0,28 %.

Les dépenses de fonctionnement (hors MS) sont de 23 703 K€, soit 12,2 % des dépenses. Cela représente une hausse de 1 554 K€, soit 7%, par rapport à 2016.

Les dépenses d'investissement sont de 9 383 K€, soit 4,8% des dépenses. Cela représente une augmentation de 4 264 K€ par rapport à 2016 soit une hausse de 45 %.

La SCSP, en progression de 3,11 % de 2016 à 2017, représente un total de 167 160 K€.

Les autres recettes de l'établissement s'élèvent, d'une part, à 23 941 K€ pour les recettes de fonctionnement et, d'autre part, à 6 581 K€ de recettes d'investissement.

ELÉMENTS D'ANALYSE

Le résultat de l'exercice 2017 s'explique pour l'essentiel par des notifications complémentaires de SCSP postérieures au BR pour un total de 1 065 K€. Pour le reste, l'on constate une sous-exécution des crédits ouverts.

Ce résultat permet à l'établissement d'améliorer sensiblement sa capacité d'autofinancement ainsi que son fonds de roulement et de restaurer des capacités d'investissement dès l'année 2018 lui permettant d'envisager des opérations d'envergure, bâtementaires et numériques.

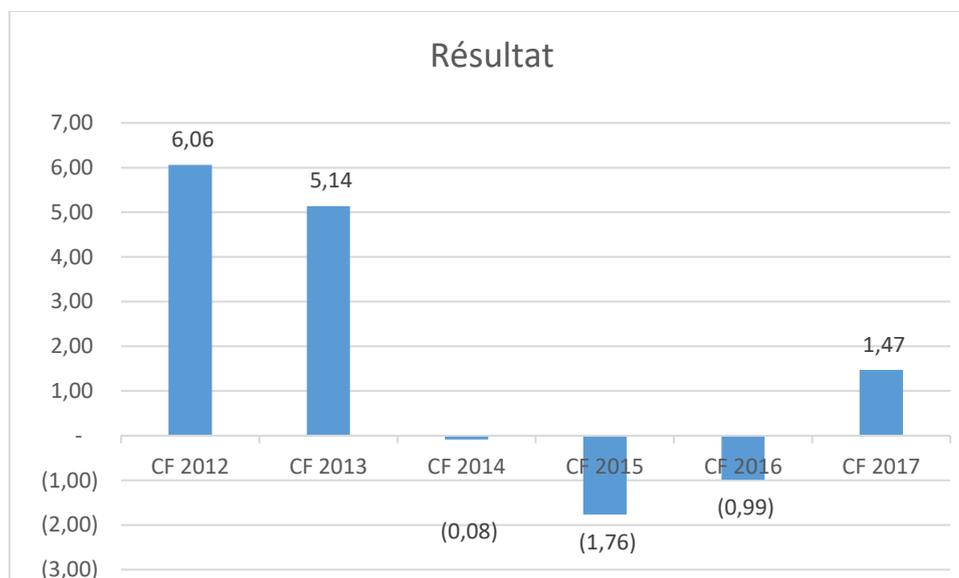
Ces indicateurs sont pour partie liés à la baisse de la masse salariale malgré les mesures nationales qui la portent à la hausse. Cela traduit les efforts de l'établissement afin de rationaliser les fonds dépensés et de restaurer des marges de manœuvre sur d'autres masses. Ainsi, la masse salariale représente désormais 84,15 % du total des recettes de fonctionnement encaissables soit 1,15% au-dessus du seuil maximal recommandé de 83% et 2,15% au-dessus du seuil d'alerte (82%). Par comparaison, en 2016, le taux était de 86,8%¹.

Les dépenses de fonctionnement ont, quant à elles, connu une augmentation, qui marque la première étape d'un retour vers des moyens alloués en conformité avec les besoins nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement.

¹ 84,5% si l'on prend en compte les recettes d'investissement

INDICATEURS DE L'EXERCICE 2017

Sur les quatre dernières années, **l'évolution du résultat** présente la trajectoire suivante :

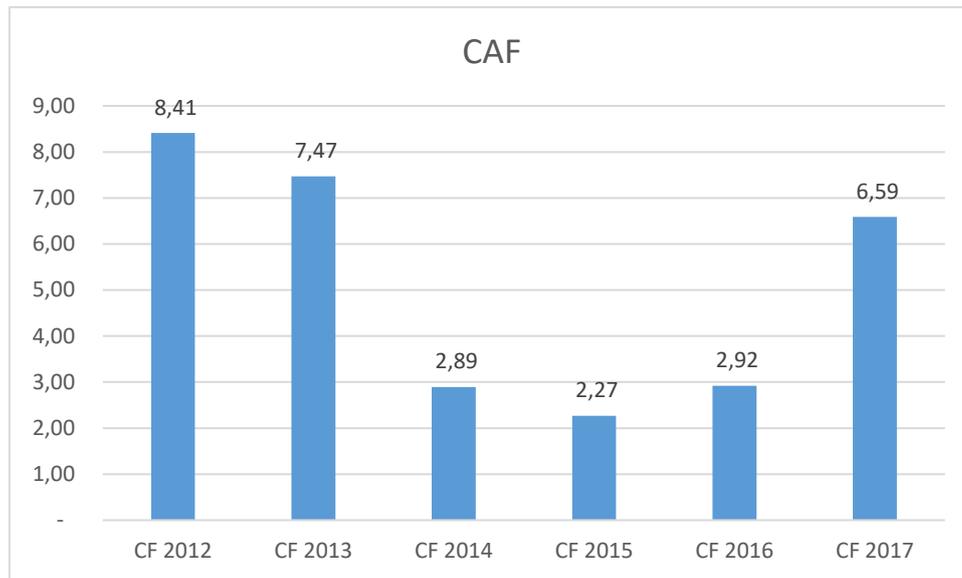


L'année 2017 marque ainsi une poursuite de la trajectoire impulsée en 2016 avec une inversion nette de tendance par rapport aux trois exercices précédents. Compte tenu notamment de l'augmentation de SCSP notifiée en fin d'année, elle permet à l'établissement un redressement plus rapide que celui prévu dans la trajectoire du PREF au terme de laquelle le résultat devait devenir bénéficiaire en 2018.

Après retraitement du résultat, des dotations aux amortissements et provisions et des reprises correspondantes, l'URCA dégage une **CAF** de 6 595 K€, en nette amélioration par rapport à celle de 2016 (2 921 K€).

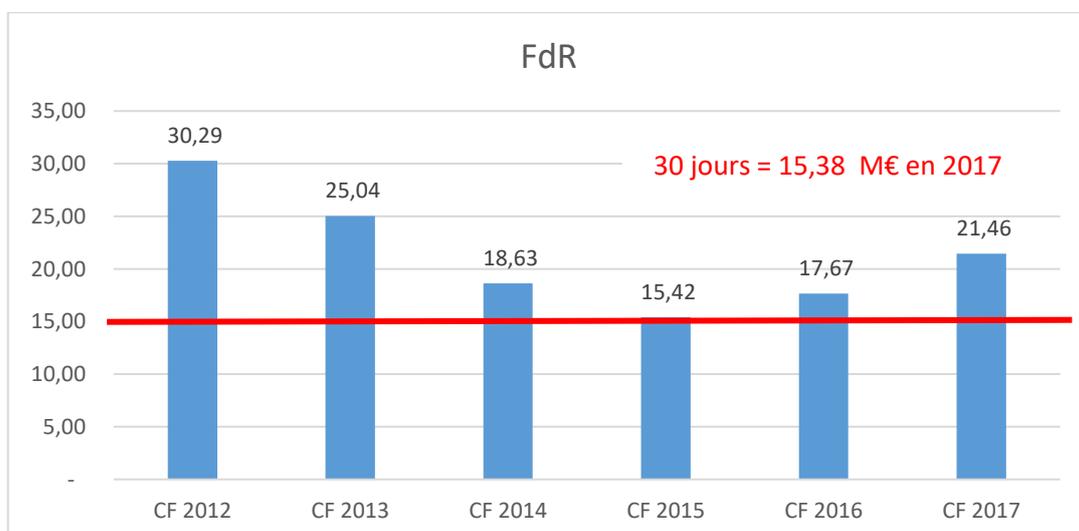
	Réalisé
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	1 473 239
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	11 370 428
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	6 249 024
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	
= CAF ou IAF*	6 594 644

Ainsi, la CAF confirme, en 2017, sa consolidation notamment liée au bon résultat de l'exercice ce qui augmente les capacités d'investissement de l'établissement :

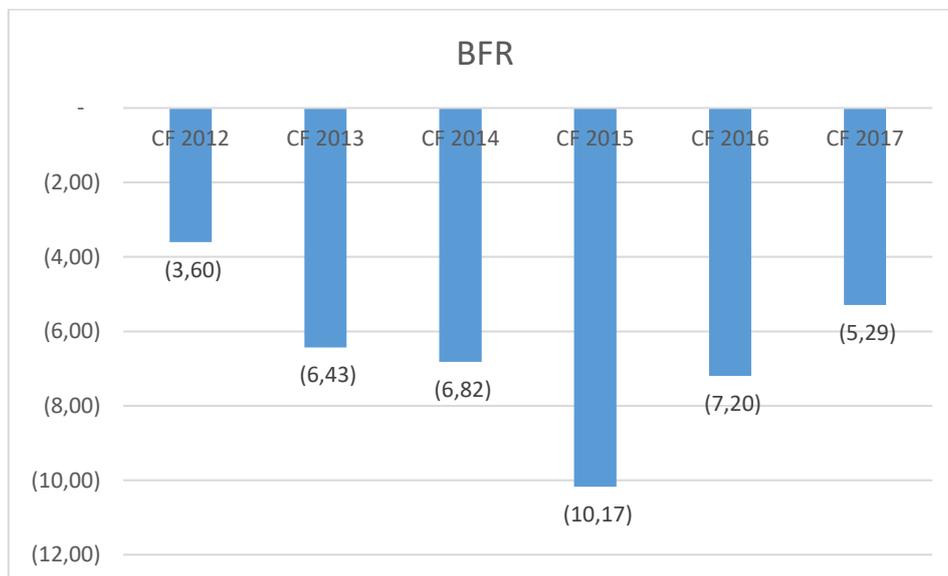


Pour sa part, **le fonds de roulement (FDR)** s'établit à 21 464 K€ en augmentation de 3 792 K€ par rapport à 2016. En plus du résultat qui vient l'alimenter pour 1 473 K€, cette augmentation est notamment liée à un important travail mené par la direction des affaires financières et l'agence comptable, afin de récupérer et comptabiliser les recettes sur les années antérieures qui s'élèvent à 1 616 K€.

Ainsi, depuis l'exercice 2016, la reconstitution du FDR se confirme et permet d'envisager, au-delà des opérations immobilières déjà prévues, des dépenses d'investissement incontournables au cœur de métier de l'établissement et présentées en BR1 2018.

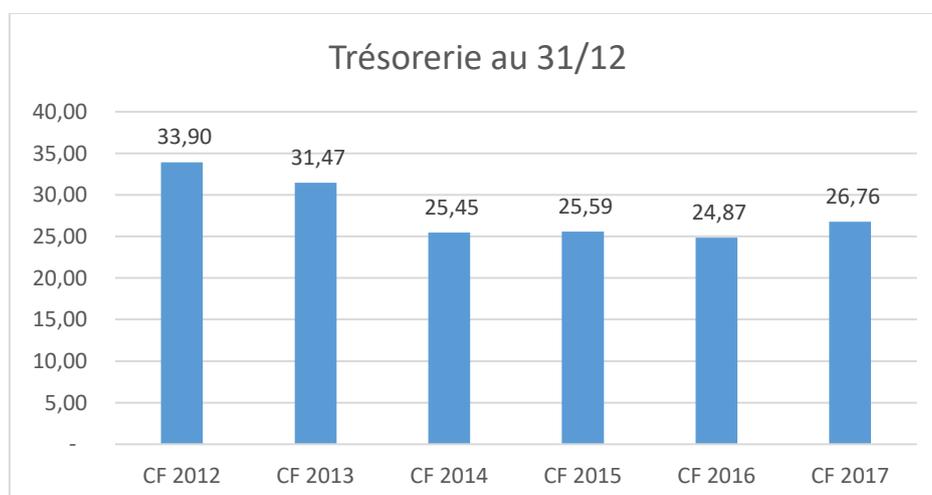


En parallèle, le **besoin en fonds de roulement** de l'université s'établit à – 5 291 K€. Il demeure négatif mais toutefois nettement moins qu'en 2016 où son montant était de - 7 196 K€. Cette évolution traduit la capacité de l'établissement à régler dans de meilleurs délais ses dettes auprès des fournisseurs. Il retrouve ainsi un niveau inférieur à celui de 2014.



Comme dans la plupart des établissements publics, le BFR reste structurellement négatif, la SCSP étant versée en avance par rapport aux besoins de paiement des dettes de l'établissement.

Enfin, le solde de trésorerie au 31 décembre 2017 se monte à 26 755 K€, ce qui constitue un niveau confortable (environ deux mois de paye). La trésorerie évolue en corrélation avec les autres agrégats financiers et augmente de 1 888 K€ par rapport au 31 décembre 2016.

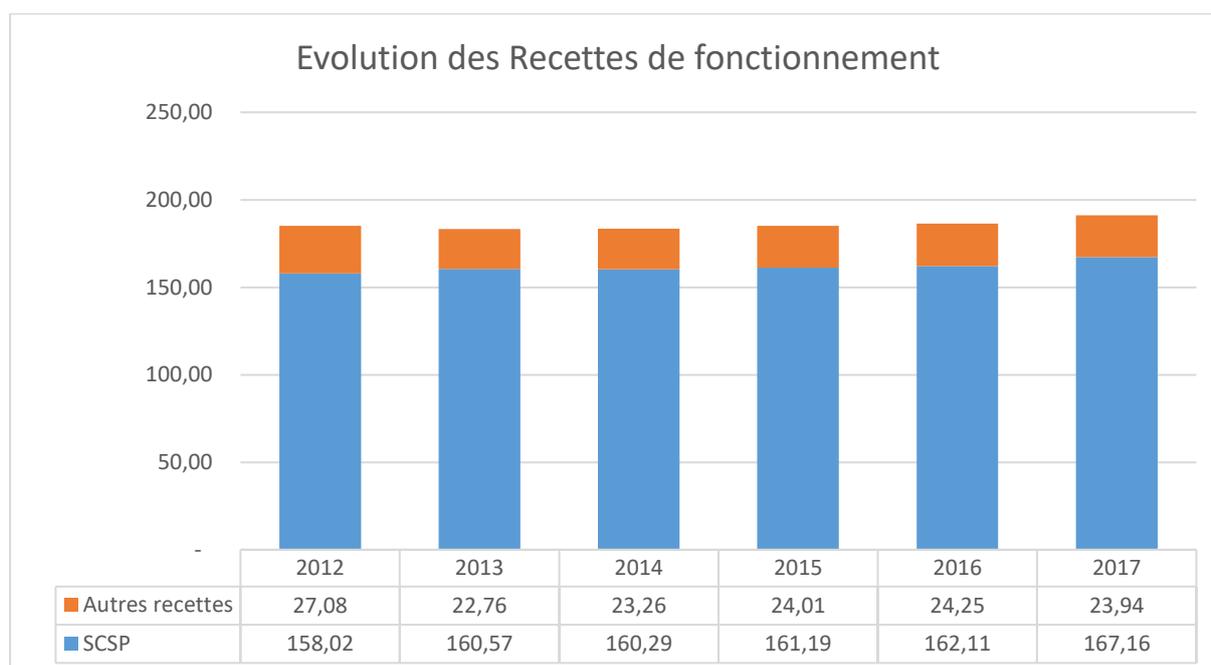


LE FONCTIONNEMENT

Evolution des recettes de fonctionnement (hors reprise sur amortissements)

En 2017, le montant total des recettes de fonctionnement s'élève à 191 101 K€. Ces recettes se répartissent en 167 160 K€ de SCSP et 23 941 K€ d'autres recettes.

Après une stabilité entre 2015 et 2016, les recettes de l'établissement progressent de 2,54 % en 2017.



Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement est de 99 %. Sur le périmètre des recettes propres (hors SCSP), ce taux de réalisation est de 88,7 % (91 % en 2016). Cet écart n'est pas significatif dans la mesure où le budget rectificatif 2017 a été voté en milieu d'année et non en fin d'année comme c'était le cas en 2016.

✓ La subvention pour charge de service public (SCSP)

Le montant total de la subvention de fonctionnement allouée à l'établissement, nette de la mise en réserve, s'élève à 167 160 K€.

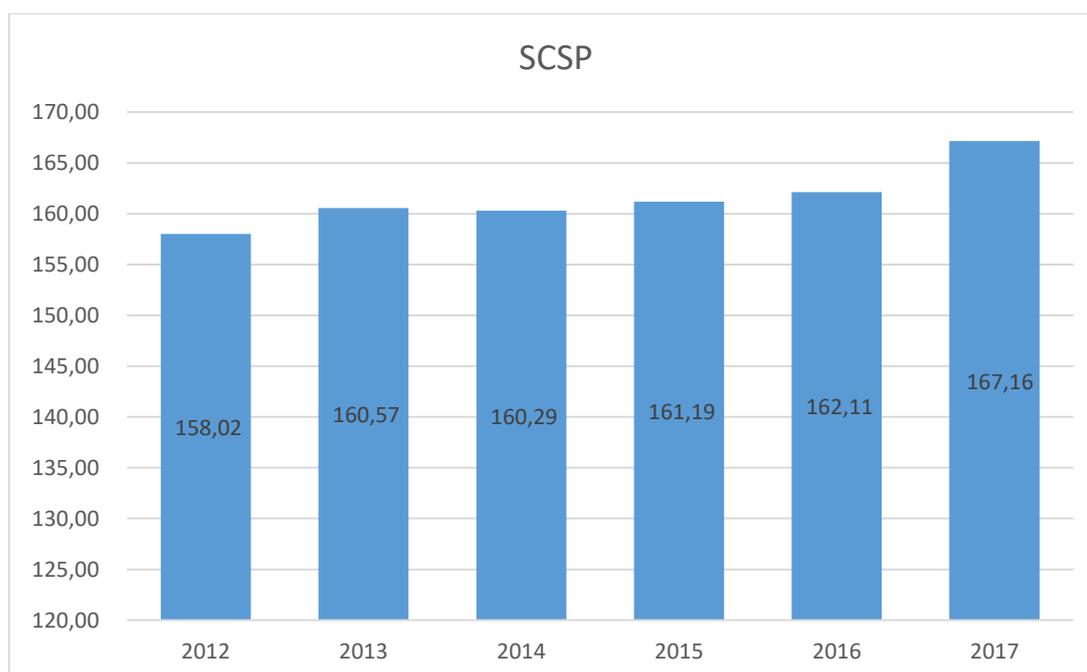
Après plusieurs années de stabilité, la SCSP connaît, en effet, une augmentation significative sur l'exercice 2017 de + 5 050 K€ soit 3,11 %.

Celle-ci porte essentiellement sur l'enveloppe de masse salariale en intégrant notamment :

- l'augmentation du socle de la dotation de masse salariale et de créations d'emplois des années antérieures ;
- la compensation au titre de 2017 de la hausse du point d'indice et du dispositif parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) ;
- une dotation au titre de la démographie étudiante ;
- la suppression de la ligne ciblée pour le financement des contrats doctoraux ;
- la réduction des actions spécifiques.

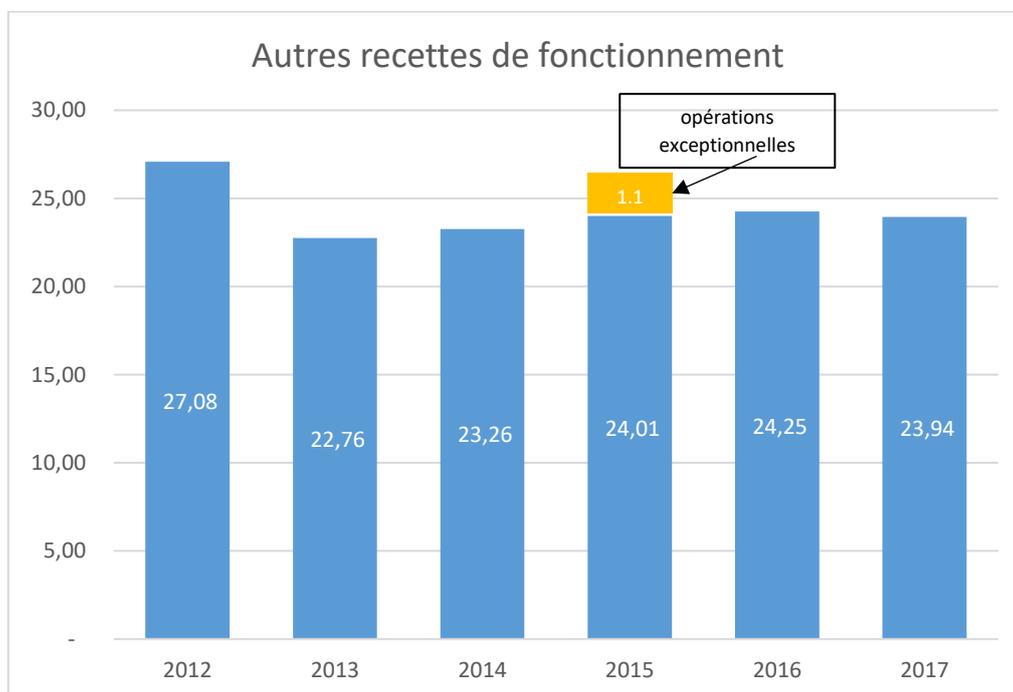
De plus, l'augmentation de la SCSP est liée notamment à des mesures de compensation relatives aux étudiants boursiers et à l'inscription de mesures immobilières.

Il est à noter que la suppression de ligne de SCSP dédiée aux contrats doctoraux n'a pas eu d'impact côté dépenses. Ce poste a bien été conservé dans le fonctionnement de l'établissement (et même augmenté de deux allocations blanches pour le contingent octroyé à la rentrée 2017).

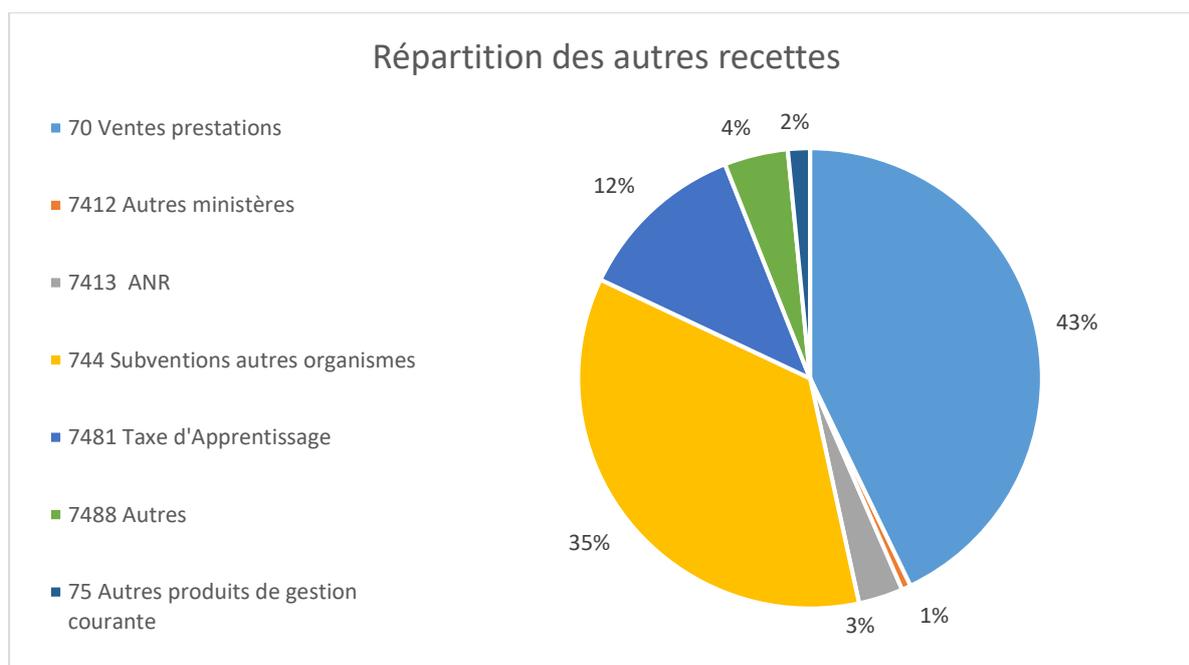


✓ Les ressources propres

Les ressources propres de l'établissement connaissent une légère diminution, en 2017, de 1,3 % par rapport à la réalisation 2016 pour un montant de 23 941 K€.



L'université présente une diversité de recettes hors SCSP. Les principales concernent les ventes de prestations pour 43 %, les subventions des autres organismes pour 35 % et la taxe d'apprentissage pour 12 %, soit 90 % du total des autres recettes.



Les « ventes de prestations » constituent la première recette de l'établissement et représentent 45 % du total des recettes pour 10 748 K€.

Sont, pour l'essentiel, considérées comme des « ventes de prestations » les recettes suivantes :

- les droits de scolarité, qui s'établissent à 4 138 K€, en baisse de 546 K€, représentant 38,5 % des recettes de cette rubrique ;
- les recettes de formation continue, pour 2 963 K€, en diminution de 141 K€, qui constituent 27,6 % des recettes de cette rubrique;
- les prestations de recherche pour 1 546 K€, en hausse de 437 K€, soit 14,4 % des recettes de cette rubrique.

Les subventions des autres organismes constituent la deuxième recette propre de l'établissement avec 36 % du total des autres recettes pour 8 678 K€. 80,8 % de ces recettes proviennent des collectivités locales et de l'union européenne selon le détail suivant :

- des subventions de la région pour 4 193 K€ ;
- des subventions des communes et groupements de communes pour 1 101 K€ ;
- des subventions de l'union européenne pour 1 776 K€.

A cela s'ajoutent des subventions d'autres collectivités et organismes publics pour 1 425 K€.

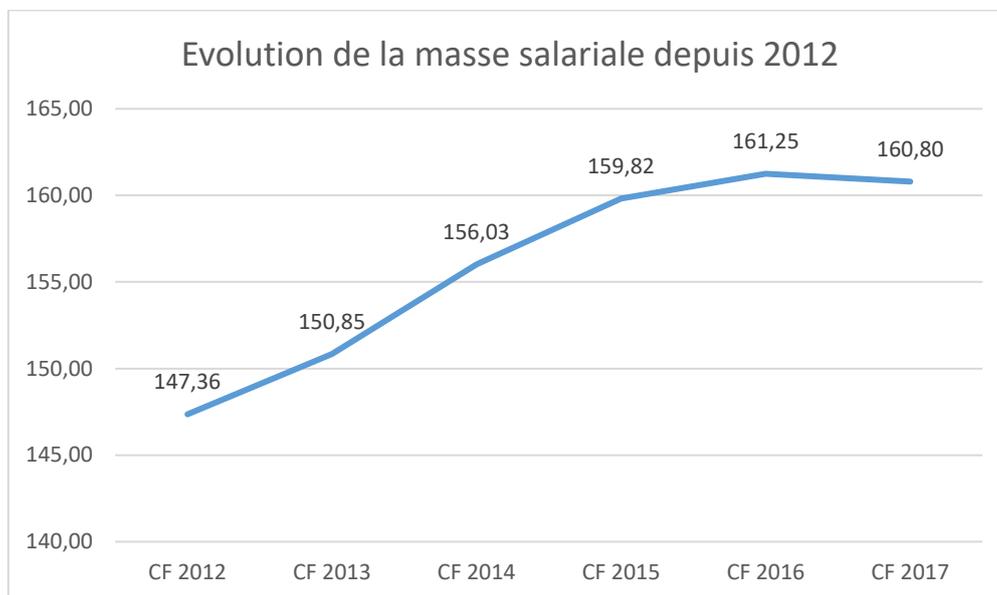
La taxe d'apprentissage (TA) affectée au fonctionnement représente 2 865 K€, soit 11,97 % du total des autres recettes. Elle confirme, année après année, sa progression avec + 9,8 % par rapport à celle de 2016. Ces variations proviennent en partie de la modification des règles de répartition de la TA.

Evolution des dépenses de masse salariale

La masse salariale représente l'ensemble des dépenses relatives à la rémunération du personnel. Elle se compose de l'ensemble des rémunérations principales (salaires) et accessoires (primes et indemnités diverses), des heures complémentaires, des prestations sociales obligatoires et facultatives, ainsi que des cotisations sociales, impôts et taxes dus par l'employeur au titre de son personnel.

La principale dépense concerne la Paye Sans Ordonnancement Préalable (PSOP) : il s'agit de la masse salariale payée directement par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP). Les autres dépenses dites « hors PSOP » sont par exemple des versements au titre de prestations sociales facultatives ou de capitaux Décès / Accident de travail / Maladie professionnelle. Les données reprises dans ce rapport concernent essentiellement les données PSOP.

Fin 2017, la masse salariale globale de l'URCA est de 160 803 K€ (dont 159,5 M€ de masse salariale PSOP). Cela représente une baisse de près de 0,5 M€ par rapport à 2016 qui marque une rupture par rapport aux années précédentes, confirmant l'inversion de tendance annoncée l'an dernier par un infléchissement de la courbe.



La masse salariale consommée en 2017 présente une baisse de 445 K€ (- 0,28 %) par rapport à 2016 mais deux éléments externes en ont modifié le périmètre pour 2017 :

- un changement de règle de gestion nationale a transféré la contribution FIPHP (485 k€ en 2017) de la masse salariale au fonctionnement.
- une proratisation des heures complémentaires sur les deux exercices de l'année universitaire a été demandée par les nouveaux commissaires aux comptes (CAC), entraînant une hausse de 954 k€ des charges à payer en 2018 au titre de 2017.

A périmètre équivalent, la masse salariale consommée est donc en baisse sensible par rapport à 2016 (-914 k€), pour la première fois depuis 2012. Cela correspond à une réduction des effectifs en ETPT (-57 ETPT) : campagne blanche en 2016 ayant un impact complet en 2017, effet du PREF.

La baisse de la masse salariale constatée en 2017 ne rend pourtant pas correctement compte de l'effort important consenti qui est partiellement contré par les différentes mesures ministérielles telles que la revalorisation du point d'indice ou la poursuite du PPCR (Protocole Parcours professionnels, Carrières et Rémunérations).

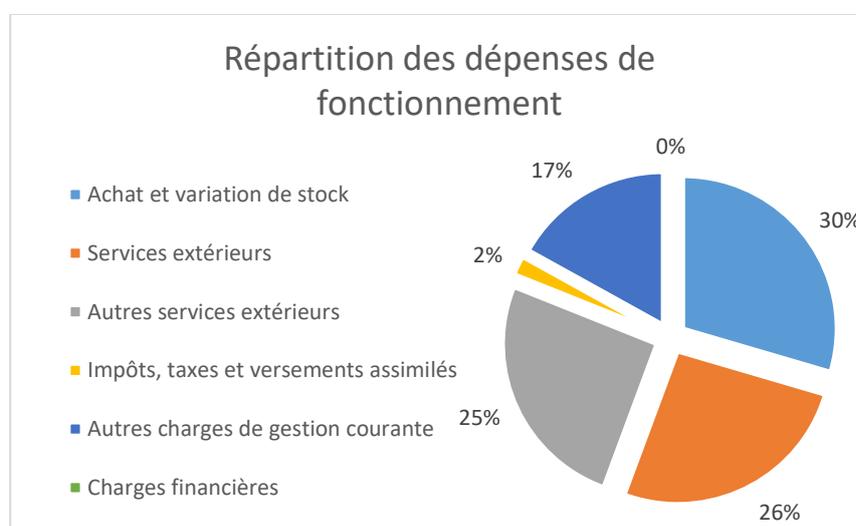
Evolution des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement représentent 23 703 K€ pour un taux de réalisation (hors dépenses non décaissables) de 89,9 %, contre 94,6 % en 2016.

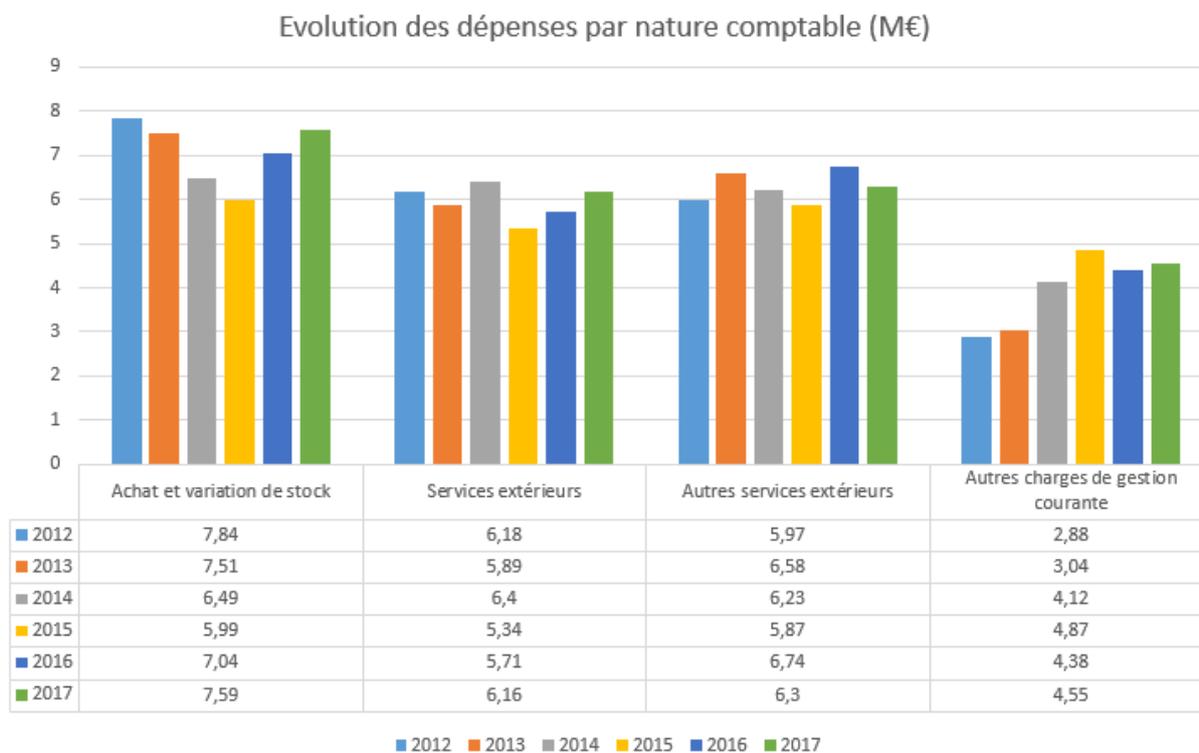
Cette diminution du taux d'exécution est liée au vote d'un BR unique, ce qui conserve aux documents budgétaires leur caractère prévisionnel et conduit, de ce fait, à un écart plus important avec les dépenses réalisées.

Après trois années de hausse des dépenses de fonctionnement, jusqu'en 2014, puis une stabilisation de ces dépenses en 2015, l'année 2016 a été marquée par une diminution forte des dépenses, liée à la mise en œuvre du PREF. Toujours dans la trajectoire du PREF, le montant de ces dépenses augmente de 1 554 K€ en 2017, dans le but d'alléger, pour partie, les contraintes budgétaires pesant sur le fonctionnement courant de l'établissement.

Les dépenses 2017 de l'établissement présentent une structure quasi-similaire à celle des dépenses 2016.



L'évolution des dépenses par grandes rubriques se présente comme suit :



Dans cette logique d'allégement, la majorité des rubriques de dépenses connaît, en 2017, une augmentation par rapport à l'exercice 2016.

Sur le poste achats et stocks, les évolutions portent plus particulièrement sur les rubriques suivantes :

- Les achats de fournitures d'entretien et petits équipements, qui avaient diminué de 41,5 % en 2016 augmentent de 254 K€ par effet de rattrapage ;
- Les fournitures de matériels d'enseignement et de recherche, ainsi que les fournitures administratives augmentent selon la même logique de rattrapage de respectivement 136 K€ et 134 K€ ;
- Les fournitures non stockables sont, pour leur part, quasi-stables par rapport à 2016 avec 3 441 K€, y compris sur les achats de fluides témoignant de la maîtrise de ce poste de dépenses.

Sur les services extérieurs, les principales augmentations portent sur :

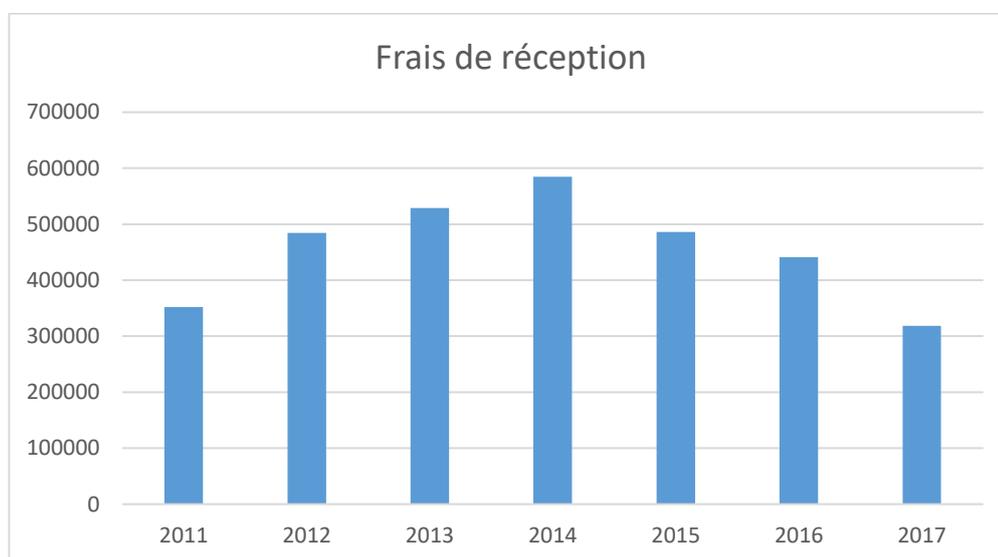
- Les charges d'entretien et de maintenance, notamment bâtementaires, qui s'établissent à 2 620 K€, soit + 672 K€ par rapport à 2016. Cette évolution explique plus de la moitié de l'augmentation du poste ;

- Les locations mobilières et les charges locatives en évolution de + 478 K€, liée notamment au paiement d'engagements 2016 (effet Polidrome en année pleine, marché CANON notamment) ;

Les autres services extérieurs augmentent de 405 K€. Cette évolution est, pour l'essentiel, liée aux prestations d'honoraires (+ 206 K€) et aux personnels mis à disposition de l'établissement (+ 188 K€).

Un effort particulier a, pour sa part, été réalisé sur les frais de déplacement/mission, et sur les frais de réception avec une diminution de 190 k€ par rapport à 2016, confirmant le mouvement amorcé cette même année.

Focus sur les frais de réception



Focus sur les frais de mission

FRAIS D'INSCRIPTION AUX COLLOQUES ET FRAIS DE MISSION

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Inscriptions aux colloques	212 390,89	196 814,81	237 244,84	215 146,75	213 377,12	164 786,45	204 677,76
Missions	1 551 834,41	1 570 148,68	1 720 406,46	2 020 704,65	2 009 317,43	1 668 040,97	1 600 341,32
TOTAL	1 764 225,30	1 766 963,49	1 957 651,30	2 235 851,40	2 222 694,55	1 832 827,42	1 805 019,08

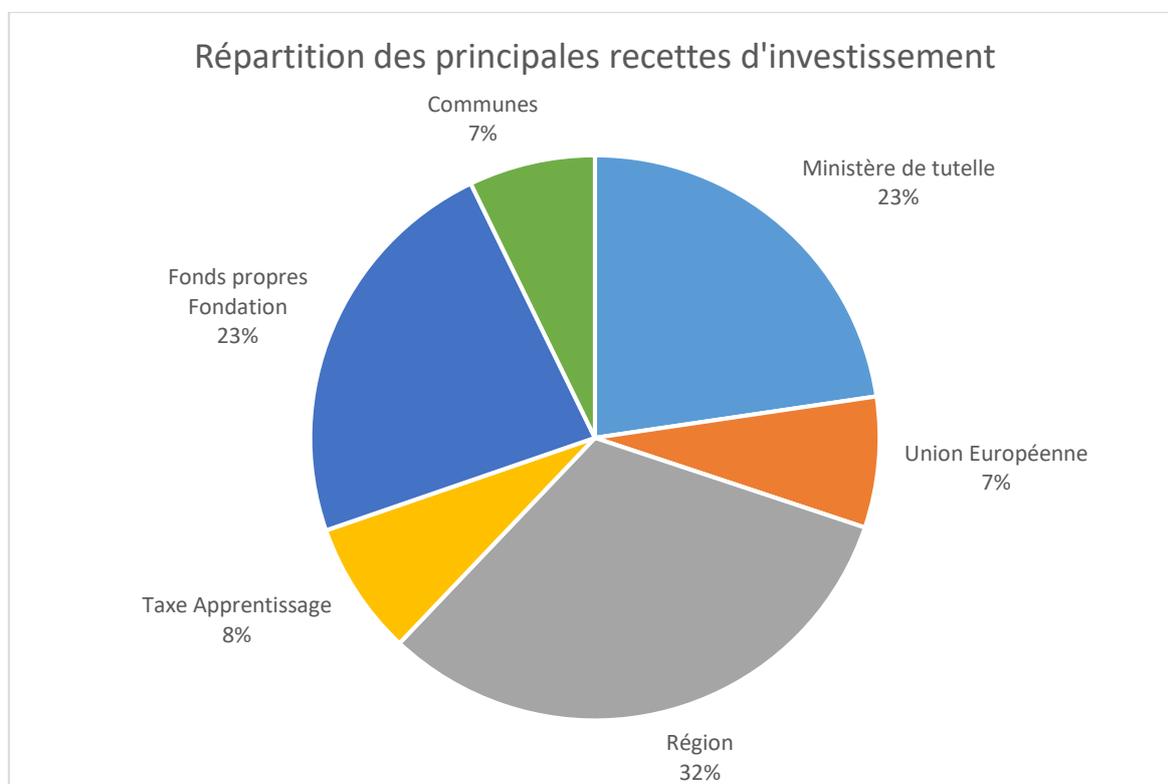
LES INVESTISSEMENTS

Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'élèvent, en 2017, à 6 581 K€, en progression de 48,4 % par rapport à 2016.

Les recettes d'investissement proviennent principalement :

- du ministère de tutelle pour 1 195 K€ ;
- de l'union européenne pour 395 K€ ;
- de la région pour 1 683 K€ ;
- de la taxe d'apprentissage pour 403 K€ ;
- de fonds propres Fondation pour 1 220 K€ ;
- des communes et groupements de communes pour 379 K€ (250 K€ du Grand Reims et 129 K€ de Troyes Champagne Métropole).

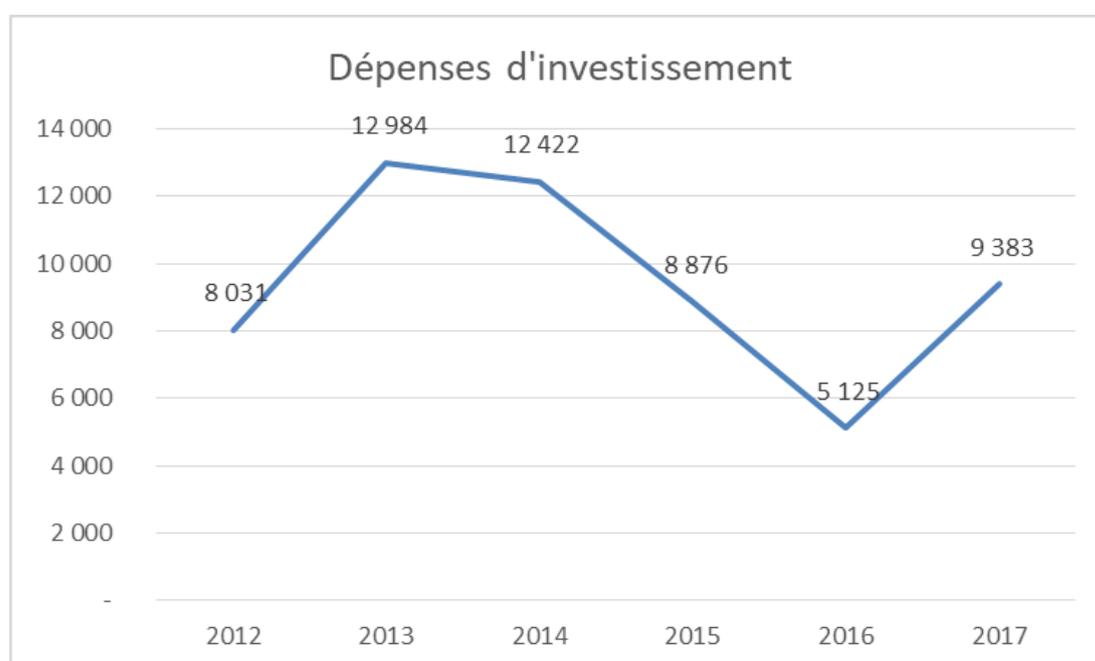


Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de l'établissement s'élèvent à 9 383 K€, en augmentation de 83 % par rapport à 2016 (+ 4 258 K€), soit un quasi-doublement. Cette augmentation s'explique par :

- Le vote tardif du budget 2016 qui a conduit à un report mécanique de certaines dépenses d'investissement sur 2017 ;
- La réalisation d'opérations de projets d'investissement d'envergure financés par le contrat de plan Etat Région comme le calculateur ROMEO (1 316 K€) et la plateforme PICT (494 K€).

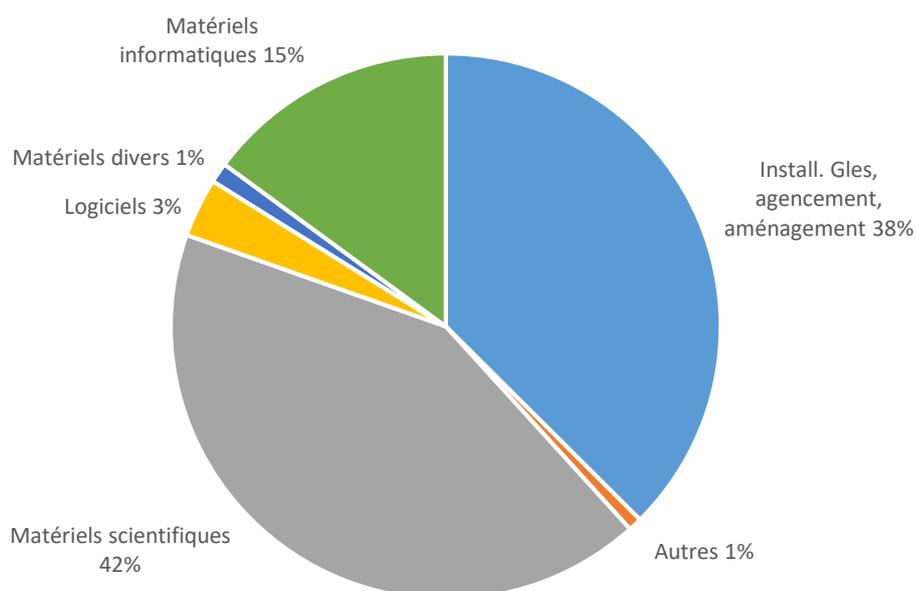
Les dépenses d'investissement varient de manière significative d'un exercice à l'autre, avec la réalisation d'opérations d'envergure (réhabilitation complète de la corolle en 2013 et 2014) et les capacités financières dégagées par l'université comme le montre l'évolution de ces dépenses depuis 2012 :



Les investissements 2017 ont porté sur :

- les matériels scientifiques : 3 953 K€ ;
- les matériels informatiques : 1 396 K€ ;
- les installations générales : 3 521 K€ ;
- les logiciels : 327 K€ ;
- les matériels divers : 112 K€ ;
- les autres matériels : 75 K€.

Répartition des dépenses d'investissement 2017



La hausse des investissements a essentiellement porté sur les dépenses liées aux opérations de travaux immobiliers, à la sécurité des bâtiments et des personnes, qui ont augmenté à hauteur de 2 516 K€, ainsi que sur l'enveloppe consacrée aux matériels scientifiques avec une hausse de 1 711 K€.

Quant aux enveloppes consacrées aux matériels informatiques et aux logiciels, celles-ci sont presque identiques à celles de 2016.

EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES DE L'ETABLISSEMENT

Le SAIC

Le SAIC assure la gestion des contrats de collaboration de recherche (industriels et publics), des prestations de service, du retour sur exploitation de licence, des appels à projets nationaux (type ANR, FUI, INSERM, FRM...) antérieurs à 2014 et des opérations commerciales de l'université. Le SAIC ne dispose pas de SCSP. L'ensemble des dépenses de fonctionnement (masse salariale incluse), d'investissement et les charges d'amortissement sont financées sur ressources propres.

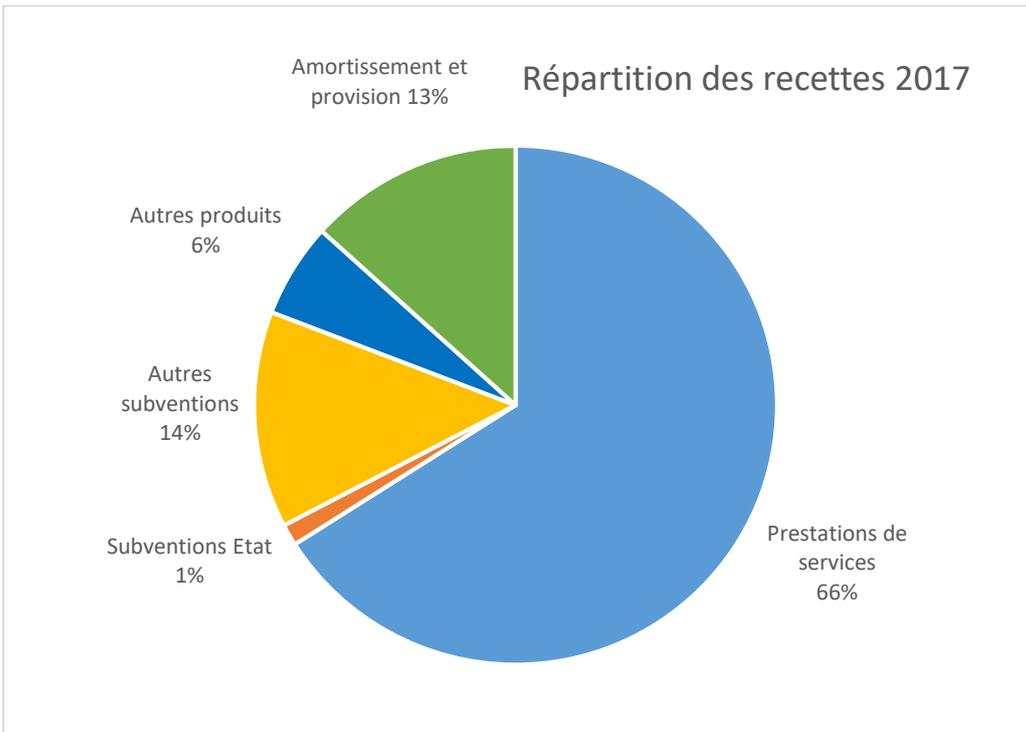
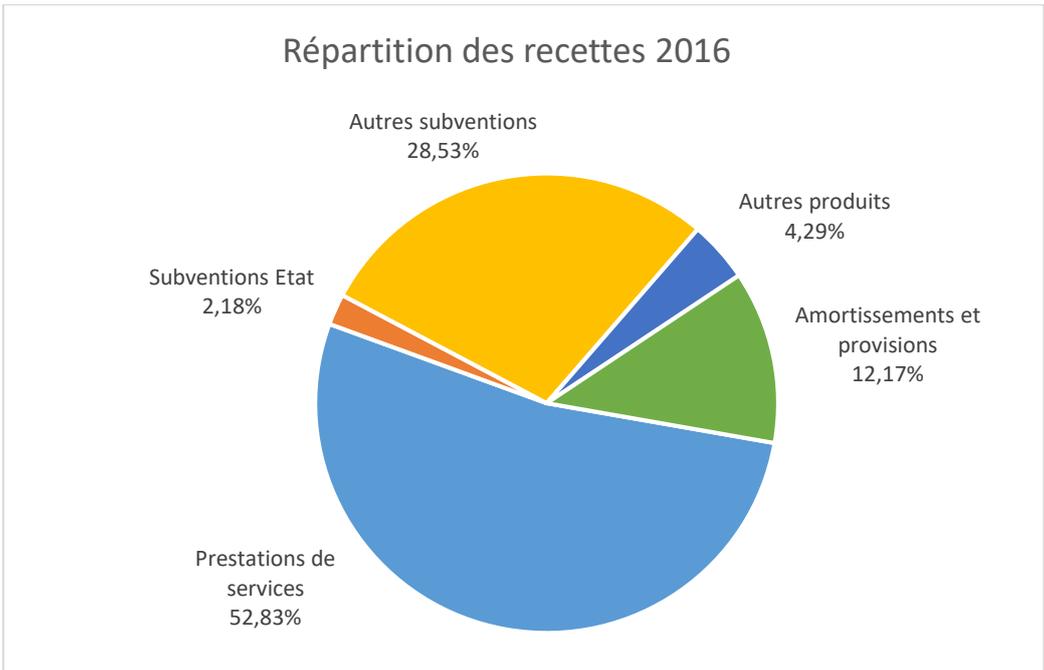
Outre l'ensemble des dépenses réalisées dans le cadre de l'exécution des conventions de recherche, le SAIC assume les salaires à 100% de deux chargés d'affaires, ainsi que l'entretien du portefeuille de brevet qui coûte plus qu'il ne rapporte. Suite à une étude réalisée par la SATT Nord sur l'ensemble des brevets, les chargés d'affaires du SAIC réalisent les démarches nécessaires au maintien ou à l'abandon de certains brevets pour réduire les dépenses relatives à l'entretien du portefeuille.

Globalement, le SAIC connaît depuis plusieurs années une baisse d'activité suite au transfert des actions de valorisation auprès de la SATT Nord et du transfert des appels à projets nationaux vers la direction de la recherche, qui conditionne à la fois une baisse des recettes et une baisse des dépenses.

✓ Evolution des recettes de fonctionnement

En 2017, les recettes de fonctionnement sont de 2 448 K€, soit une diminution de 6,3 % par rapport à 2016. Cette évolution s'explique, pour l'essentiel, par la diminution logique des subventions compte tenu du transfert entamé en 2014 des appels à projets nationaux du SAIC vers la recherche. Pour leur part, les prestations de services augmentent en raison de la variabilité de l'activité et de la montée en puissance de l'activité des plateformes.

La répartition des recettes entre 2016 et 2017 évolue comme suit :



✓ Evolution des dépenses de fonctionnement

- Dépenses de masse salariale

En 2015, la méthode de détermination des dépenses de masse salariale à rattacher au SAIC a été affinée et a permis de calculer de manière plus précise les quotes-parts de masse salariale à lui réaffecter pour les personnels exerçant des fonctions à la fois au profit du SAIC et de la direction de la recherche. Cette méthode a été reconduite en 2016 et 2017.

En 2017, les dépenses de personnel s'établissent à 746 K€ en légère hausse de 5,4 % par rapport à 2016. Ces dépenses sont donc stables, dans l'attente des derniers transferts d'appels à projets nationaux du SAIC vers la direction de la recherche. En effet, ces appels à projets prévoyant généralement des enveloppes budgétaires allouées pour le recrutement de personnel, leur transfert vers la recherche induit mécaniquement le transfert de la masse salariale associée à ces contrats.

- Dépenses de fonctionnement

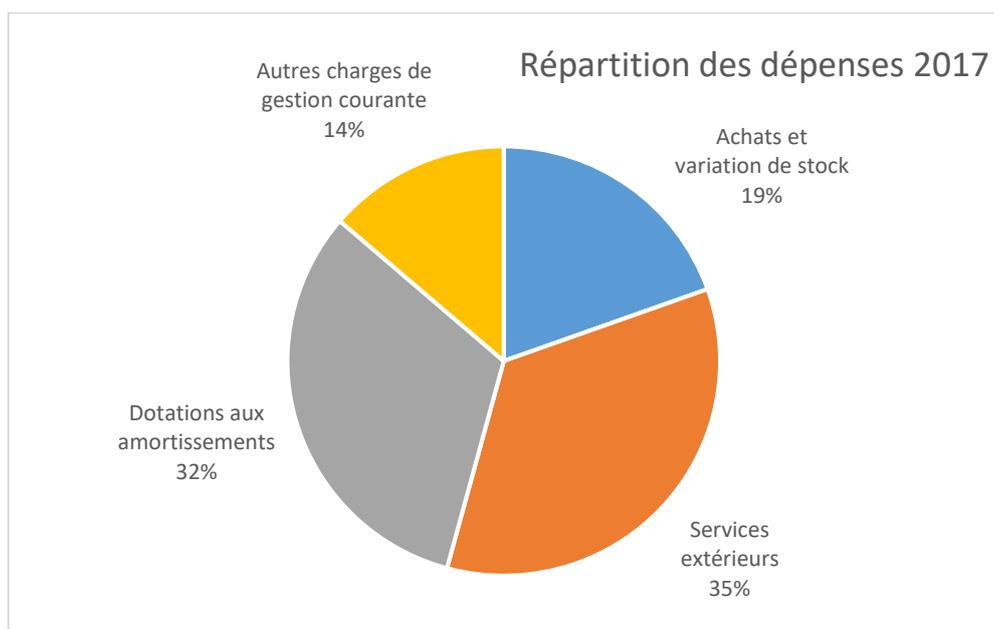
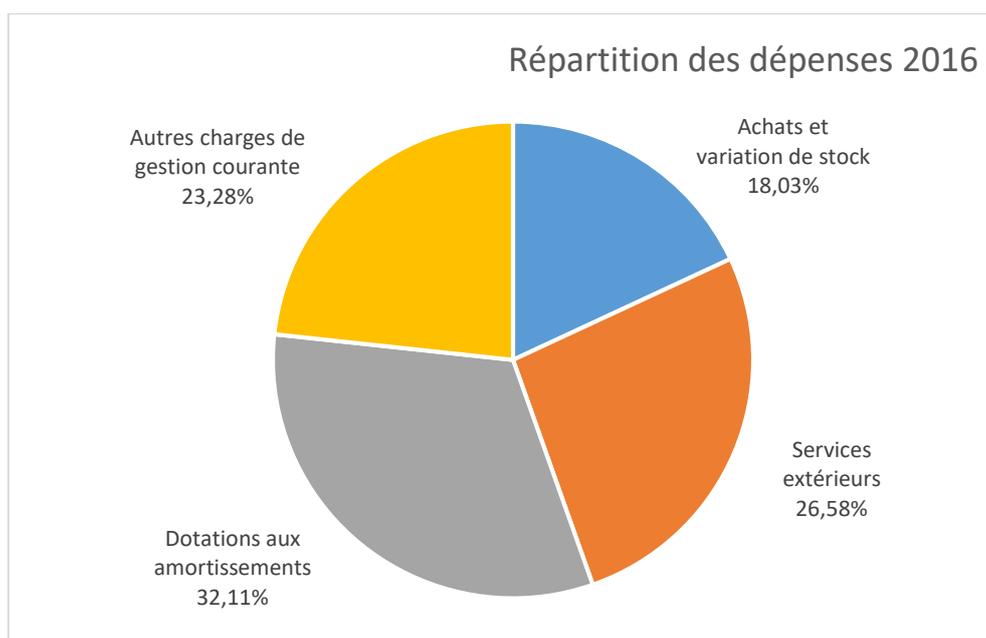
Les dépenses de fonctionnement du SAIC s'élèvent à 1 699 K€ en 2017. Alors que la moyenne des dépenses des années antérieures se situait entre 1 800 K€ et 2 100 K€, le transfert des appels à projets nationaux se traduit donc par une diminution progressive des dépenses associées.

Leur taux d'exécution s'élève à 77,1 % par rapport au BR1 2017. Ce chiffre est stable au regard de celui de 2016, qui était de 75 %. Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement s'améliore depuis 2015 où il était de 55 %, mais il reste une marge de progression importante.

Ce taux peut s'expliquer par le contexte particulier de 2017. En effet, en raison de l'ouverture tardive du budget suite à la mise en place de la GBCP dans l'outil SIFAC, les recettes n'ont pu être constatées dès le début d'année, ce qui a entraîné une mise à disposition décalée des crédits de dépenses.

Le détail par nature de charges reste comparable entre 2016 et 2017, sans évolution notable.

La répartition des dépenses entre 2016 et 2017 évolue donc comme suit :



✓ Résultat

Le résultat du SAIC s'établit à 280 € en 2017, pour un résultat 2016 de 50 K€. Cette diminution du résultat est notamment liée à l'augmentation de la refacturation des dépenses de personnels, contractuels ou titulaires, travaillant pour le SAIC, compensées par les frais de gestion des contrats hébergés sous ce SADC qui, par définition, s'autofinance (entretien du portefeuille de brevets, prise en charge du paiement de l'impôt lié aux opérations commerciales de l'établissement).

✓ Les investissements

Les dépenses d'investissements varient de 367 K€ à 119 K€ de 2016 à 2017. Cette diminution des investissements est liée à la variabilité des dépenses d'investissement prises en charge au titre des contrats de recherche ou prestations de services, dont la réalisation est très variable.

Le SAIC ne dispose pas de recettes d'investissement, en 2017 (19 K€ en 2016), car l'ensemble des subventions d'investissement est désormais hébergé dans le budget de la recherche. Cependant, les recettes encaissées en fonctionnement, liées aux conventions de recherche gérées au SAIC, permettent de réaliser des dépenses d'investissement.

Le CFA

Sur l'exercice 2017, le résultat du CFA est bénéficiaire de 156 K€, en diminution par rapport à celui de 2016 (356 K€).

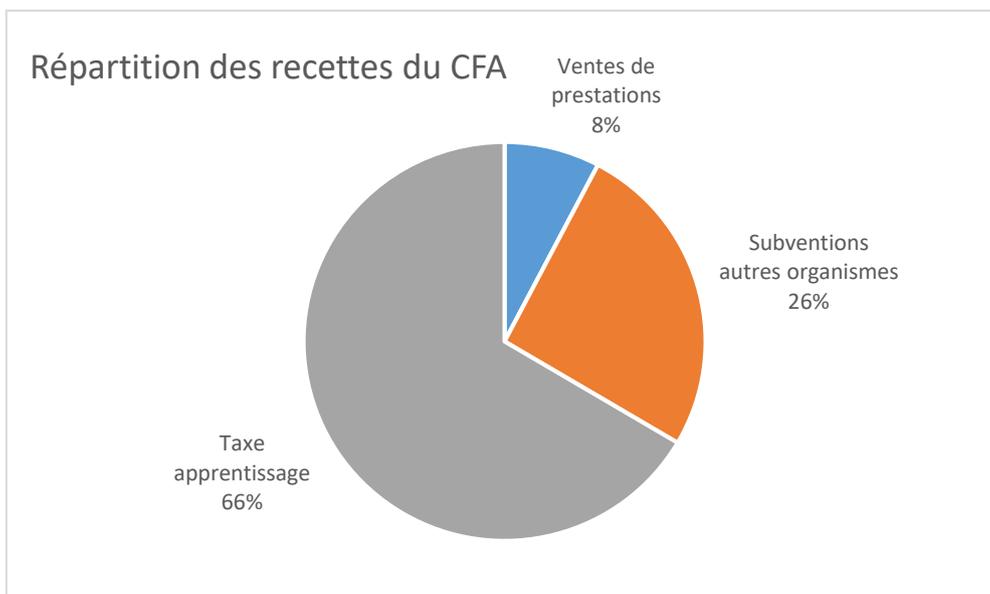
✓ Les recettes

Le montant des recettes de l'exercice 2017 est de 3 237 K€, en augmentation de 64 K€.

Elles se répartissent en :

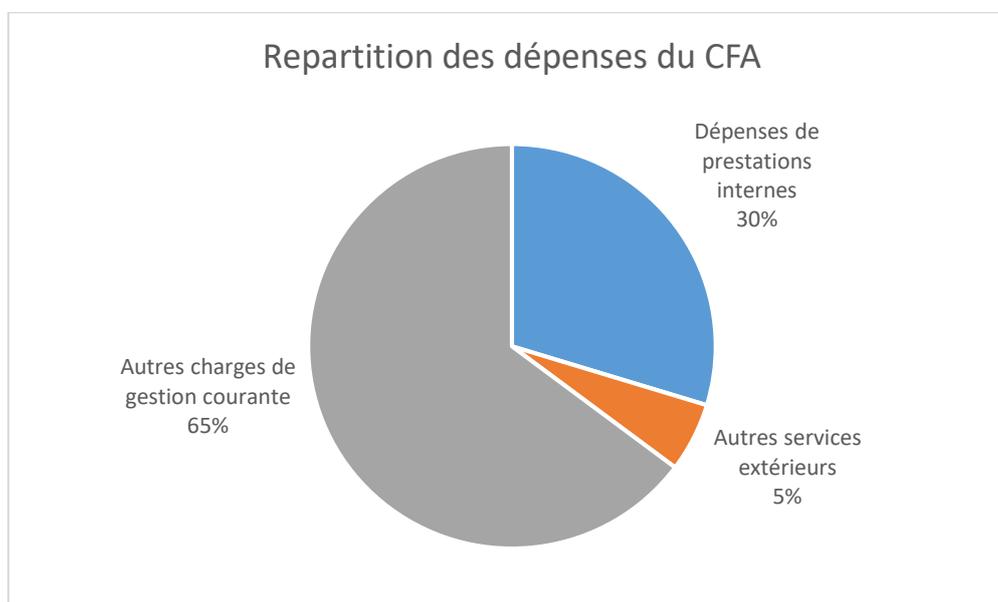
- 2 154 K€ de taxe d'apprentissage,
- 835 K€ de subventions d'organismes divers,
- 248 K€ de ventes de prestations.

Par rapport à 2016, on note une diminution de la TA (- 99 K€) et une augmentation des subventions de la région (+ 156 K€). Les ventes de prestations sont, pour leur part, stables.



✓ Les dépenses

Les dépenses du CFA sont de 3 018 K€. L'essentiel des dépenses, soit 1 961 K€ correspond aux autres charges de gestion courante (paiement de prestations de formation réalisées hors URCA) et 896 K€ aux achats par le CFA, auprès des composantes, des prestations de formation continue réalisées par elles.



La Fondation

Sur cet exercice, la fondation a levé 180 K€ de fonds auprès des financeurs membres fondateurs de la fondation, contre 280 K€ attendus versés début 2018.

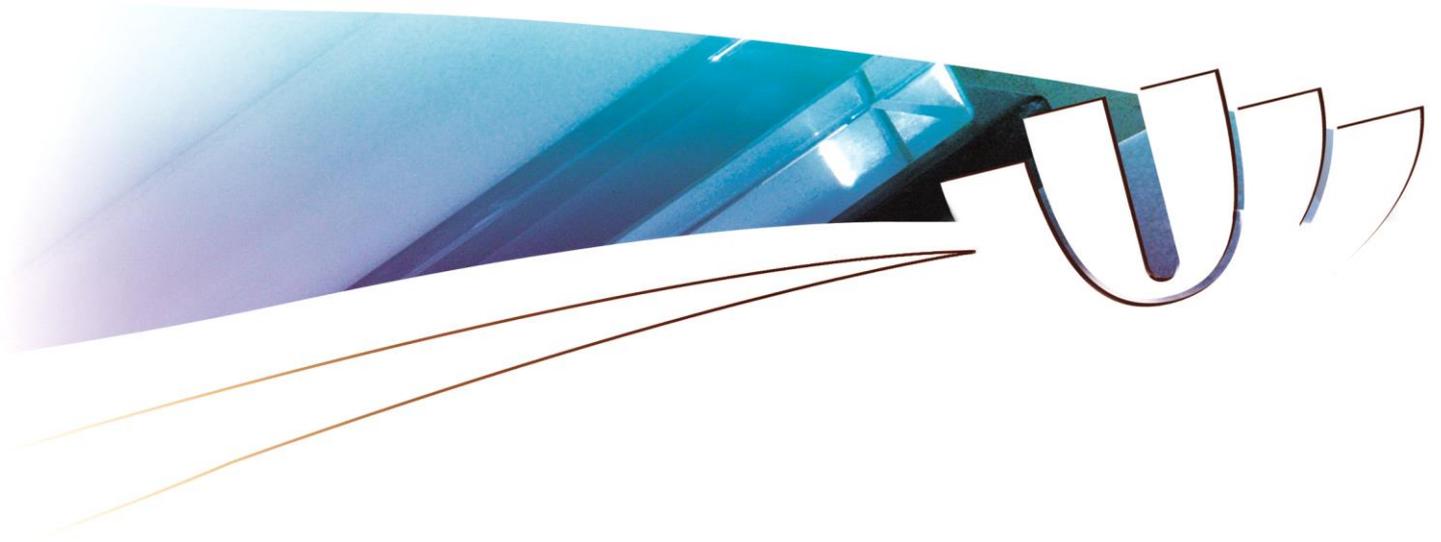
En terme comptable, cette levée de fonds ne constitue pas un produit pour l'exercice. Ces sommes sont comptabilisées sur les comptes de bilan en séparant les fonds consommables de ceux non consommables. Au fur et à mesure de la mise en œuvre de l'utilisation des fonds, la part statutairement utilisable pour le financement d'opérations sera transférée des comptes de bilan en produits, permettant ainsi d'afficher des recettes en regard des dépenses et des opérations financées par la fondation.

Lors du Conseil de gestion de novembre 2017, trois projets ont été retenus (incubateur universitaire pédagogique, student cluster competition et bourses d'études pour le DU Bachelor « œnotourisme patrimoine et sensorialité ») pour un montant total de 77K€. Ils feront l'objet de décaissements dans les prochaines années.

En 2017, les dépenses de la Fondation de 24 K€ sont principalement des dépenses de communication et de conseil pour 84 % et des frais de missions et de réception pour 16 %.

Compte tenu de ces dépenses, et en l'absence de recettes de fonctionnement, le résultat est déficitaire de 24K€.

La trésorerie, pour sa part, s'élève à 332 K€ et correspond aux apports des fondateurs diminués des dépenses de fonctionnement.



ETATS FINANCIERS 2017

Bilan

Compte de résultat

Annexe

SOMMAIRE

BILANS :	2
BILAN 2017 AGREGÉ.....	3
BILAN 2017 HORS SACD	5
BILAN 2017 SAIC.....	7
BILAN 2017 CFA.....	9
BILAN 2017 FONDATION	11
COMPTES DE RESULTAT :	13
COMPTE DE RÉSULTAT 2017 AGREGÉ	14
COMPTE DE RÉSULTAT 2017 URCA HORS SACD.....	16
COMPTE DE RÉSULTAT 2017 SAIC	18
COMPTE DE RÉSULTAT 2017 CFA	20
COMPTE DE RÉSULTAT 2017 FONDATION	22
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS	24
PRÉAMBULE.....	25
LES COMPTES FINANCIERS DES UNIVERSITES	26
I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D’EVALUATION	27
1/ FAITS CARACTERISTIQUES	27
2/ COMPARABILITE DES COMPTES	28
3/ PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES.....	30
II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN	34
1/ ACTIF.....	34
2/ PASSIF	37
III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	39
1/ PRODUITS D’EXPLOITATION	39
2/ CHARGES D’EXPLOITATION	40
3/ CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS.....	43
4/ CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS	43
IV) AUTRES INFORMATIONS.....	45
ANNEXE N° 1 - TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS.....	47
ANNEXE N° 2 - TABLEAU DE VARIATION DES DEPRECIATIONS	47
ANNEXE N° 3 - TABLEAU DE VARIATION DES STOCKS	48
ANNEXE N° 4 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS.....	49
ANNEXE N° 5 – TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS.....	50
ANNEXE N° 6 – TABLEAU DES FINANCEMENTS EXTERNES DE L’ACTIF	51
ANNEXE N° 7 – TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES	52
ANNEXE N° 8 – TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES.....	53
ADDENDA.....	54

BILANS :
Agrégé, hors SACD, SAIC, CFA, Fondation

BILAN 2017 AGREGÉ

BILAN COMPTABLE AGREGÉ 2017 (Avant Répartition)				
ACTIF				ACTIF NET 2016 RETRAITE
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>	2 510 951,91	1 520 734,18	990 217,73	1 111 579,88
<i>Immobilisations corporelles</i>	230 112 855,35	84 369 516,51	145 743 338,84	146 650 527,40
Terrains	1 504 264,17	1 289 799,82	214 464,35	222 998,03
Constructions	159 201 408,70	46 254 390,08	112 947 018,62	110 816 178,27
Installations techniques, matériels et outillage	38 881 476,00	21 604 125,18	17 277 350,82	16 855 409,23
Collections	9 400,50	1 804,15	7 596,35	7 021,23
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	19 902 018,62	15 219 397,28	4 682 621,34	5 226 584,51
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours	9 034 287,56		9 034 287,56	13 522 336,13
Avances et acomptes sur commandes	1 579 999,80		1 579 999,80	0,00
Immobilisations grévées de droits				
Immobilisations corporelles-biens vivants				
<i>Immobilisations financières</i>	90 462,00		90 462,00	65 462,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	232 714 269,26	85 890 250,69	146 824 018,57	147 827 569,28
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>	581 346,26		581 346,26	501 331,80
<i>Créances</i>	14 601 841,37	965 243,72	13 636 597,65	11 209 048,95
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	10 045 269,19		10 045 269,19	7 483 711,55
Créances clients et comptes rattachés	3 385 199,43	965 243,72	2 419 955,71	3 467 124,89
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)				
Avances et Acomptes versés sur commandes				255 803,60
Créances sur les autres débiteurs	1 171 372,75		1 171 372,75	2 408,91
<i>Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)</i>	155 029,12		155 029,12	196 697,55
TOTAL ACTIF CIRCULANT	15 338 216,75	965 243,72	14 372 973,03	11 907 078,30
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Disponibilités	26 755 204,50		26 755 204,50	25 535 114,38
Autres				
TOTAL TRESORERIE	26 755 204,50		26 755 204,50	25 535 114,38
Comptes de régularisation Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL ACTIF	274 807 690,51	86 855 494,41	187 952 196,10	185 269 761,96

BILAN 2017 AGREGÉ

BILAN COMPTABLE AGREGÉ 2017 (Avant Répartition)		
PASSIF	2017 avant affectation du résultat	2016 avant affectation du résultat RETRAITE
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>	113 303 815,58	110 847 121,37
Financements de l'actif - Etat	84 017 680,46	82 593 396,32
Financement de l'actif par des tiers	27 786 135,12	27 973 725,05
Fonds propres des fondations	1 500 000,00	280 000,00
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	78 942 624,97	79 928 411,51
<i>Report à nouveau</i>	-25 464 770,69	-24 309 967,76
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>	1 473 239,31	-985 786,54
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	168 254 909,17	165 479 778,58
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>	33 476,48	19 500,00
<i>Provisions pour charges</i>		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	33 476,48	19 500,00
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	3 508 773,33	4 957 792,21
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	7 388 177,15	5 845 865,49
<i>Avances et acomptes reçus</i>	660 100,00	300 664,47
<i>Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)</i>		
<i>Autres dettes non financières</i>	1 654 190,46	2 132 176,04
<i>Produits constatés d'avance</i>	6 452 569,51	5 866 287,85
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	19 663 810,45	19 102 786,06
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>		667 697,32
TOTAL TRESORERIE	0,00	667 697,32
Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	187 952 196,10	185 269 761,96

BILAN 2017 HORS SACD

BILAN COMPTABLE UNIV 2017 (Avant Répartition)				
ACTIF				ACTIF NET 2016 RETRAITE
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>	2 352 898,41	1 402 135,06	950 763,35	1 051 293,02
<i>Immobilisations corporelles</i>	224 124 306,16	81 173 169,47	142 951 136,69	143 439 408,95
Terrains	1 504 264,17	1 289 799,82	214 464,35	222 998,03
Constructions	159 173 700,28	46 245 297,41	112 928 402,87	110 797 562,52
Installations techniques, matériels et outillage	33 681 712,93	19 033 586,52	14 648 126,41	13 839 206,18
Collections	9 400,50	1 804,15	7 596,35	1 027,23
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	19 140 940,92	14 602 681,57	4 538 259,35	5 050 284,86
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours	9 034 287,56		9 034 287,56	13 522 336,13
Avances et acomptes sur commandes	1 579 999,80		1 579 999,80	
Immobilisations grévées de droits				
Immobilisations corporelles-biens vivants				
<i>Immobilisations financières</i>	81 762,00		81 762,00	56 762,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	226 558 966,57	82 575 304,53	143 983 662,04	144 547 463,97
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>	534 552,89		534 552,89	463 458,65
<i>Créances</i>	11 639 619,95	965 243,72	10 674 376,23	9 239 745,02
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	9 552 163,66		9 552 163,66	6 995 028,71
Créances clients et comptes rattachés	2 056 083,54	965 243,72	1 090 839,82	1 986 503,80
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)				
Avances et Acomptes versés sur commandes				255 803,60
Créances sur les autres débiteurs	31 372,75		31 372,75	2 408,91
<i>Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)</i>	111 719,40		111 719,40	154 329,67
TOTAL ACTIF CIRCULANT	12 285 892,24	965 243,72	11 320 648,52	9 857 533,34
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Disponibilités	27 255 386,61		27 255 386,61	25 838 992,15
Autres				
TOTAL TRESORERIE	27 255 386,61		27 255 386,61	25 838 992,15
Comptes de régularisation				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL ACTIF	266 100 245,42	83 540 548,25	182 559 697,17	180 243 989,46

BILAN 2017 HORS SACD

BILAN COMPTABLE UNIV 2017 (Avant Répartition)		
PASSIF	2017 avant affectation du résultat	2016 avant affectation du résultat RETRAITE
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>	109 909 984,01	108 345 882,44
Financements de l'actif - Etat	84 017 680,46	82 593 396,32
Financement de l'actif par des tiers	25 892 303,55	25 752 486,12
Fonds propres des fondations		
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	75 966 686,97	77 354 676,52
<i>Report à nouveau</i>	-24 696 411,36	-23 540 608,43
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>	1 341 998,75	-1 387 989,55
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	162 522 258,37	160 771 960,98
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>	33 476,48	19 500,00
<i>Provisions pour charges</i>		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	33 476,48	19 500,00
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	3 395 698,18	4 148 382,47
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	7 385 640,53	5 833 253,47
<i>Avances et acomptes reçus</i>	660 100,00	300 664,47
<i>Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)</i>		
<i>Autres dettes non financières</i>	1 651 250,47	2 127 772,05
<i>Produits constatés d'avance</i>	5 550 643,14	4 732 160,81
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	18 643 332,32	17 142 233,27
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>	1 360 630,00	2 310 295,21
TOTAL TRESORERIE	1 360 630,00	2 310 295,21
Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	182 559 697,17	180 243 989,46

BILAN 2017 SAIC

BILAN COMPTABLE SAIC 2017 (Avant Répartition)				
ACTIF				ACTIF NET 2016
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	RETRAITE
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>	158 053,50	118 599,12	39 454,38	60 286,86
<i>Immobilisations corporelles</i>	5 984 091,49	3 192 469,87	2 791 621,62	3 209 586,87
Terrains				
Constructions	27 708,42	9 092,67	18 615,75	18 615,75
Installations techniques, matériels et outillage	5 199 763,07	2 570 538,66	2 629 224,41	3 016 203,05
Collections				
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	756 620,00	612 838,54	143 781,46	174 768,07
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur commandes				
Immobilisations grévées de droits				
Immobilisations corporelles-biens vivants				
<i>Immobilisations financières</i>	8 700,00		8 700,00	8 700,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	6 150 844,99	3 311 068,99	2 839 776,00	3 278 573,73
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>	46 793,37		46 793,37	37 873,15
<i>Créances</i>	1 670 263,29		1 670 263,29	1 769 073,20
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	439 188,63		439 188,63	429 548,14
Créances clients et comptes rattachés	1 231 074,66		1 231 074,66	1 339 525,06
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)				
Avances et Acomptes versés sur commandes				
Créances sur les autres débiteurs				
<i>Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)</i>	43 309,72		43 309,72	39 763,04
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 760 366,38		1 760 366,38	1 846 709,39
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Disponibilités				2 968,80
Autres				
TOTAL TRESORERIE				2 968,80
Comptes de régularisation				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL ACTIF	7 911 211,37	3 311 068,99	4 600 142,38	5 128 251,92

BILAN 2017 SAIC

BILAN COMPTABLE SAIC 2017 (Avant Répartition)		
PASSIF	2017 avant affectation du résultat	2016 avant affectation du résultat RETRAITE
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>	1 893 831,57	2 221 238,93
Financements de l'actif - Etat		
Financement de l'actif par des tiers	1 893 831,57	2 221 238,93
Fonds propres des fondations		
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	1 967 377,20	1 916 858,56
<i>Report à nouveau</i>	-769 359,33	-769 359,33
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>	279,73	50 518,64
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	3 092 129,17	3 419 256,80
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	102 889,12	257 435,30
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	2 536,62	12 612,02
<i>Avances et acomptes reçus</i>		
<i>Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)</i>		
<i>Autres dettes non financières</i>	478,99	942,99
<i>Produits constatés d'avance</i>	901 926,37	1 134 127,04
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	1 007 831,10	1 405 117,35
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>	500 182,11	303 877,77
TOTAL TRESORERIE	500 182,11	303 877,77
Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	4 600 142,38	5 128 251,92

BILAN 2017 CFA

BILAN COMPTABLE CFA 2017 (Avant Répartition)				
ACTIF				ACTIF NET 2016 RETRAITE
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
<i>Immobilisations corporelles</i>	4 457,70	3 877,17	580,53	1 531,58
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage				
Collections				
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	4 457,70	3 877,17	580,53	1 531,58
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur commandes				
Immobilisations grévées de droits				
Immobilisations corporelles-biens vivants				
<i>Immobilisations financières</i>				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 457,70	3 877,17	580,53	1 531,58
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>				
<i>Créances</i>	151 958,13		151 958,13	200 230,73
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	53 916,90		53 916,90	59 134,70
Créances clients et comptes rattachés	98 041,23		98 041,23	141 096,03
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)				
Avances et Acomptes versés sur commandes				
Créances sur les autres débiteurs				
<i>Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)</i>				2 604,84
TOTAL ACTIF CIRCULANT	151 958,13		151 958,13	202 835,57
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Disponibilités	1 028 263,57		1 028 263,57	1 364 098,09
Autres				
TOTAL TRESORERIE	1 028 263,57		1 028 263,57	1 364 098,09
Comptes de régularisation				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL ACTIF	1 184 679,40	3 877,17	1 180 802,23	1 568 465,24

BILAN 2017 CFA

BILAN COMPTABLE CFA 2017 (Avant Répartition)		
PASSIF	2017 avant affectation du résultat	2016 avant affectation du résultat RETRAITE
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>		
Financements de l'actif - Etat		
Financement de l'actif par des tiers		
Fonds propres des fondations		
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	1 013 167,85	656 876,43
<i>Report à nouveau</i>	1 000,00	
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>	155 536,08	356 291,42
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	1 169 703,93	1 013 167,85
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>		
<i>Avances et acomptes reçus</i>		
<i>Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)</i>		
<i>Autres dettes non financières</i>		
<i>Produits constatés d'avance</i>		
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	11 098,30	555 297,39
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>		
TOTAL TRESORERIE		
Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	1 180 802,23	1 568 465,24

BILAN 2017 FONDATION

BILAN COMPTABLE FONDATION 2017 (Avant Répartition)		
PASSIF	2017 avant affectation du résultat	2016 avant affectation du résultat RETRAITE
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>	1 500 000,00	280 000,00
Financements de l'actif - Etat		
Financement de l'actif par des tiers		
Fonds propres des fondations	1 500 000,00	280 000,00
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	-4 607,05	
<i>Report à nouveau</i>		
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>	-24 575,25	-4 607,05
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	1 470 817,70	275 392,95
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	1 548,73	138,05
<i>Dettes fiscales et sociales</i>		
<i>Avances et acomptes reçus</i>		
<i>Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)</i>		
<i>Autres dettes non financières</i>		
<i>Produits constatés d'avance</i>		
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	1 548,73	138,05
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>		
TOTAL TRESORERIE		
Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	1 472 366,43	275 531,00

COMPTES DE RESULTAT :
Agrégé, hors SACD, SAIC, CFA, Fondation

COMPTE DE RESULTAT 2017 AGREGE

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016 retraité
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	62 772,78	79 893,62
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	19 057 061,98	17 121 036,41
<i>Charges de personnel</i>	158 950 537,80	158 964 282,75
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>	93 164 403,88	93 199 772,41
<i>Charges sociales</i>	65 290 916,88	65 394 517,25
<i>Intéressement et participation</i>		-
<i>Autres charges de personnel</i>	495 217,04	369 993,09
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	6 431 213,67	7 227 450,63
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	11 370 428,27	10 449 917,96
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	195 872 014,50	193 842 581,37
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>	-	-
<i>Transfert aux ménages</i>		
<i>Transferts aux entreprises</i>		
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>		
<i>Transferts aux autres collectivités</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
<i>Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)</i>		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	195 872 014,50	193 842 581,37
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>	37,04	185,89
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	37,04	185,89
IMPOT SUR LES SOCIETES	4 520,00	5 123,00
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)	1 473 239,31	
TOTAL CHARGES	197 349 810,85	193 847 890,26

COMPTE DE RESULTAT AGREGE

PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016 retraité
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	180 469 786,95	175 086 287,26
Subventions pour charges de service public	167 244 631,26	162 139 197,88
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	10 363 311,98	10 306 210,77
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques	-	-
Dons et legs	3 067,03	31 091,92
Produits de la fiscalité affectée	2 864 910,74	2 609 786,69
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	10 630 990,99	11 232 982,76
Ventes de biens ou prestations de services	10 184 575,53	10 364 053,51
Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-
Autres produits de gestion	368 153,09	823 570,07
Production stockée et immobilisée	78 262,37	45 359,18
<i>Autres Produits</i>	6 249 023,87	6 542 806,20
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	658 697,02	41 171,55
Reprises du financement rattaché à un actif	5 590 326,85	6 501 634,65
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	-	-
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	197 349 801,81	192 862 076,22
PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>	-	-
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>	-	-
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>	-	-
<i>Gains de change</i>	9,04	27,50
<i>Autres produits financiers</i>	-	-
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>	-	-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	9,04	27,50
RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)	-	985 786,54
TOTAL PRODUITS	197 349 810,85	193 847 890,26

COMPTE DE RESULTAT 2017 URCA HORS SACD

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016 retraité
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	56 827,43	73 517,06
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	17 964 555,59	16 276 917,43
<i>Charges de personnel</i>	158 155 720,84	158 209 216,75
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>	92 602 692,09	92 666 382,26
<i>Charges sociales</i>	65 059 599,44	65 174 694,62
<i>Intéressement et participation</i>	-	
<i>Autres charges de personnel</i>	493 429,31	368 139,87
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	4 230 140,42	4 887 046,98
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	10 811 367,21	9 855 462,98
<i>Prestations internes</i>		263 321,74
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	191 218 611,49	189 565 482,94
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>		
Transfert aux ménages		
Transferts aux entreprises		
Transferts aux collectivités territoriales		
Transferts aux autres collectivités		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	191 218 611,49	189 565 482,94
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>	37,04	185,89
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	37,04	185,89
IMPOT SUR LES SOCIETES		
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)	1 341 998,75	
TOTAL CHARGES	192 560 647,28	189 565 668,83

COMPTE DE RESULTAT 2017 URCA HORS SACD

PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016 retraité
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	177 117 581,87	171 351 777,68
Subventions pour charges de service public	167 238 384,87	162 135 731,08
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	9 171 132,11	8 828 634,64
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques	-	
Dons et legs	- 3 067,03	31 091,92
Produits de la fiscalité affectée	711 131,92	356 320,04
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	8 623 060,17	9 502 074,42
Ventes de biens ou prestations de services	8 320 623,03	8 743 248,26
Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-
Autres produits de gestion	233 094,99	712 307,90
Production stockée et immobilisée	69 342,15	46 518,26
<i>Autres Produits</i>	5 923 668,23	6 223 672,47
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	658 697,02	41 171,55
Reprises du financement rattaché à un actif	5 264 971,21	6 182 500,92
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	-	-
<i>Prestations internes</i>	896 337,01	1 100 127,21
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	192 560 647,28	188 177 651,78
PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>		-
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>		-
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		-
<i>Gains de change</i>		27,50
<i>Autres produits financiers</i>		-
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>		-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	-	27,50
RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)		1 387 989,55
TOTAL PRODUITS	192 560 647,28	189 565 668,83

COMPTE DE RESULTAT 2017 SAIC

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016 retraité
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	5 819,47	6 343,08
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	898 357,74	813 707,87
<i>Charges de personnel</i>	737 704,87	698 126,69
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>	520 626,46	492 247,47
<i>Charges sociales</i>	215 290,68	204 026,00
<i>Intéressement et participation</i>		-
<i>Autres charges de personnel</i>	1 787,73	1 853,22
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	243 597,94	436 582,71
<i>Dotations aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	558 110,01	593 204,78
<i>Prestations internes</i>		9 199,07
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 443 590,03	2 557 164,20
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>	-	-
Transfert aux ménages		
Transferts aux entreprises		
Transferts aux collectivités territoriales		
Transferts aux autres collectivités		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	2 443 590,03	2 557 164,20
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>		
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-	-
IMPOT SUR LES SOCIETES	4 520,00	5 123,00
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)	279,73	50 518,64
TOTAL CHARGES	2 448 389,76	2 612 805,84

COMPTE DE RESULTAT 2017 SAIC

COMPTE DE RESULTAT SAIC	 UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE	COMPTE FINANCIER URCA EXERCICE 2017 AGENCE COMPTABLE
PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016 retraité
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	363 324,06	802 481,23
Subventions pour charges de service public	6 246,39	3 466,80
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	357 077,67	799 014,43
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques	-	-
Dons et legs	-	-
Produits de la fiscalité affectée	-	-
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	1 759 701,02	1 490 358,08
Ventes de biens ou prestations de services	1 615 722,70	1 380 254,99
Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-
Autres produits de gestion	135 058,10	111 262,17
Production stockée et immobilisée	8 920,22	1 159,08
<i>Autres Produits</i>	325 355,64	319 133,73
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)		
Reprises du financement rattaché à un actif	325 355,64	319 133,73
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	-	-
<i>Prestations internes</i>		832,80
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	2 448 380,72	2 612 805,84
PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>	-	-
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>	-	-
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>	-	-
<i>Gains de change</i>	9,04	-
<i>Autres produits financiers</i>	-	-
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>	-	-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	9,04	-
RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)		
TOTAL PRODUITS	2 448 389,76	2 612 805,84

COMPTE DE RESULTAT 2017 CFA

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016 retraité
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	33,48	33,48
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	169 717,80	25 804,06
<i>Charges de personnel</i>	57 112,09	56 939,31
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>	41 085,33	41 142,68
<i>Charges sociales</i>	16 026,76	15 796,63
<i>Intéressement et participation</i>	-	
<i>Autres charges de personnel</i>	-	
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	1 957 423,31	1 903 820,94
<i>Dotations aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	951,05	1 250,20
<i>Prestations internes</i>	896 337,01	828 439,20
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	3 081 574,74	2 816 287,19
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>	-	-
<i>Transfert aux ménages</i>		
<i>Transferts aux entreprises</i>		
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>		
<i>Transferts aux autres collectivités</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
<i>Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)</i>		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	3 081 574,74	2 816 287,19
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>		
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-	-
IMPOT SUR LES SOCIETES		
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)	155 536,08	356 291,42
TOTAL CHARGES	3 237 110,82	3 172 578,61

COMPTE DE RESULTAT 2017 CFA

PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016 retraité
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	2 988 881,02	2 932 028,35
Subventions pour charges de service public		
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	835 102,20	678 561,70
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques		
Dons et legs		
Produits de la fiscalité affectée	2 153 778,82	2 253 466,65
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	248 229,80	240 550,26
Ventes de biens ou prestations de services	248 229,80	240 550,26
Produits de cessions d'éléments d'actif		
Autres produits de gestion		
Production stockée et immobilisée		
Autres Produits		-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
Prestations internes		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	3 237 110,82	3 172 578,61
PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>		-
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>		-
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		-
<i>Gains de change</i>		-
<i>Autres produits financiers</i>		-
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>		-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)		
TOTAL PRODUITS	3 237 110,82	3 172 578,61

COMPTE DE RESULTAT 2017 FONDATION

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016 retraité
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	<i>92,40</i>	
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	<i>24 430,85</i>	<i>4 607,05</i>
<i>Charges de personnel</i>		-
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>		
<i>Charges sociales</i>		
<i>Intéressement et participation</i>		
<i>Autres charges de personnel</i>		
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	<i>52,00</i>	
<i>Dotations aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>		
<i>Prestations internes</i>		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 575,25	4 607,05
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>	-	-
<i>Transfert aux ménages</i>		
<i>Transferts aux entreprises</i>		
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>		
<i>Transferts aux autres collectivités</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
<i>Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)</i>		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	24 575,25	4 607,05
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>		
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-	-
IMPOT SUR LES SOCIETES		
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)		
TOTAL CHARGES	24 575,25	4 607,05

COMPTE DE RESULTAT 2017 FONDATION

PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016 retraité
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>		-
Subventions pour charges de service public		
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques		
Dons et legs		
Produits de la fiscalité affectée		
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>		-
Ventes de biens ou prestations de services		
Produits de cessions d'éléments d'actif		-
Autres produits de gestion		
Production stockée et immobilisée		
<i>Autres Produits</i>		-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
<i>Prestations internes</i>		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		-
PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>		-
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>		-
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		-
<i>Gains de change</i>		
<i>Autres produits financiers</i>		-
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>		-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS		-
RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)	24 575,25	4 607,05
TOTAL PRODUITS	24 575,25	4 607,05

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Etablie selon le recueil des normes comptables pour les établissements publics et selon l'instruction comptable commune M9 du 22 décembre 2016

PREAMBULE

L'annexe est un document financier obligatoire qui complète et commente les renseignements fournis par le bilan et le compte de résultat.

L'information qui y est donnée doit apporter les explications nécessaires pour une meilleure compréhension des documents comptables et complète les informations qu'ils contiennent.

Le contenu de l'annexe doit être analysé au regard du principe fondamental qu'est l'importance significative des informations retenues.

L'Agent Comptable est chargé de la tenue et de l'établissement des comptes et élabore l'annexe.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

L'annexe porte sur les comptes agrégés de l'Université de Reims Champagne-Ardenne qui comprennent les comptes de l'établissement principal et des services à comptabilité distincte (SACD) : à savoir le Service des Activités Industrielles et Commerciales (SAIC), le Centre de Formation des Apprentis de l'enseignement supérieur (CFA Sup) et la fondation universitaire.

La présente annexe est exprimée en kilos-euros (K€), arrondis au millier d'euro le plus proche.

Pour mémoire, l'Université de Reims Champagne-Ardenne, par un arrêté du 10 décembre 2010, a été désignée pour bénéficier à compter du 1^{er} janvier 2011 des Responsabilités et Compétences Elargies (RCE) en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'Éducation. L'une des principales conséquences de la réforme induite par la loi sur les Libertés et Responsabilités des Universités accédant aux RCE est l'intégration à la dotation du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation de la masse salariale des fonctionnaires qui, jusqu'alors, étaient rémunérés par l'Etat.

Est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013 le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, qui actualise un ensemble de textes relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique dont le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

En prévoyant que *"les comptes de l'Université font l'objet d'une certification annuelle par un commissaire aux comptes"*, le dernier alinéa de l'article L 712-9 du code de l'éducation, issu de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, conduit les établissements à s'attacher tout particulièrement à la qualité de leurs comptes et à la réalisation des contrôles internes nécessaires.

Les comptes de l'URCA sont tenus sur l'application SIFAC (Système d'Information Financière Analytique et Comptable) fournie et maintenue par l'Agence de mutualisation des universités et établissements (AMUE), aussi bien dans les services ordonnateurs qu'à l'Agence comptable.

LES COMPTES FINANCIERS DES UNIVERSITES

☞ Les Ressources

✓ Les ressources publiques des établissements proviennent de subventions versées par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, par d'autres ministères et organismes publics (CNRS, INSERM) et par des collectivités locales (régions, départements, communes et communautés de communes et d'agglomérations).

✓ Les ressources propres des établissements d'enseignement supérieur proviennent des droits universitaires, du produit de la taxe d'apprentissage, de contrats de recherche et de formation continue, de travaux et études, de ventes de produits et de publications, de dons et de subventions d'origine privée.

☞ Les Trois Masses de Dépenses

✓ Les **dépenses de personnel** comprennent les salaires de tous les personnels, ainsi que les vacances payées à des intervenants extérieurs.

✓ Les **dépenses de fonctionnement** incluent les dépenses directement liées aux activités d'enseignement et de recherche, les dépenses de locations, d'entretien et de réparation des biens mobiliers et immobiliers, les dépenses de fluides, les frais de transport et de communication et les charges de gestion courante et exceptionnelles. Au sein des dépenses de fonctionnement, les dotations budgétaires aux amortissements prennent depuis l'exercice 2000 une place importante. Ces dotations permettent de financer sur fonds propres des dépenses d'immobilisation.

✓ Les **dépenses en investissement** enregistrent l'effort d'investissement de l'établissement : achats de logiciels, de matériels, acquisitions et aménagements de bâtiments et programmes pluriannuels de travaux en cours de réalisation.

I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1/ FAITS CARACTERISTIQUES

➤ **Application pleine des règles de la Gestion Budgétaire et Comptable Publique et bascule** : jusqu'au 31 décembre 2016, l'URCA était soumise à la GBCP mais son application comptable SIFAC ne permettait pas de gérer la comptabilité budgétaire de manière automatisée. Les tableaux réglementaires étaient donc produits manuellement.

Au 1^{er} janvier 2017, l'URCA a dû reprendre totalement en main l'outil SIFAC en recréant toute la structure budgétaire de l'établissement, en reprenant les flux de dépenses et de recettes non terminés au 31 décembre 2016, en basculant les bases de données (conventions, marchés, tiers), et en reprenant toute la comptabilité sur les nouvelles structures.

A cela s'est ajoutée la mise en place d'un nouveau plan comptable (l'instruction M9 commune aux établissements publics remplaçant l'instruction M93 propre aux EPSCP).

Dans ces conditions, SIFAC a été ouvert pour l'exercice 2017 le 1^{er} mars 2017, occasionnant un retard important dans la comptabilisation des opérations courantes.

➤ **Recommandations de l'IGAENR sur les recettes** : dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre financier, l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche a audité la chaîne des recettes. Tenant compte de ces préconisations, l'URCA a revu sa procédure de recensement et d'émission des recettes. Une procédure et des outils dédiés au suivi de la recette de son fait générateur jusqu'à son recouvrement ont été ainsi mis en place et un effort particulier a été porté sur la régularisation des recettes non facturées.

➤ **Révision des seuils de remboursement des frais de mission** : afin de tenir compte de l'évolution des prix de l'hôtellerie, une révision du seuil de remboursement des nuitées a été délibérée le 11 juillet 2017, les portant à 80 € pour la province et 100 € pour l'Ile-de-France.

➤ **Désignation de nouveaux commissaires aux comptes** : à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, le cabinet Mazars a été retenu par délibération du conseil d'administration du 14 novembre 2017 afin d'assurer le commissariat aux comptes de l'URCA et de ses SACD pour les six prochains exercices.

➤ **Arrivée d'une nouvelle Agent comptable** : Madame Hélène Œuf a pris ses fonctions le 2 mai 2017, mettant fin à une période d'intérim de cinq mois portée par Madame Julie Robert, fondée de pouvoir de l'agence comptable.

2/ COMPARABILITE DES COMPTES

2a/ Changement de plan comptable

Le 1^{er} janvier 2017, l'URCA a appliqué le Recueil des normes comptables pour les établissements publics (cf. § 3/ PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES) et la nomenclature M9 commune en même temps qu'elle adaptait son système d'information financière et comptable aux règles de la GBCP.

Les postes du bilan 2016 ont ainsi été repris sur les nouveaux comptes en date du 31 décembre 2016. Les bilans et comptes de résultat 2016 juxtaposés aux éléments 2017 ont été retraités, le cas échéant, conformément à ce nouveau plan comptable.

En particulier, la suppression du résultat exceptionnel dans les états financiers prévue dans la norme 1 a été appliquée au 31 décembre 2017 (et au niveau du compte de résultat 2016 retraité).

Ce changement de présentation constitue un changement de méthode comptable.

2b/ Corrections d'erreurs/régularisations

Il a été procédé à un certain nombre de régularisations à la clôture 2017.

Ces opérations sont conformes à la norme 14 du Recueil des normes comptables pour les établissements publics (« Changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs »), qui dispose qu'« une erreur d'un exercice antérieur est corrigée de manière rétrospective. La correction d'une erreur d'un exercice antérieur ne figure donc pas dans le résultat de l'exercice au cours duquel l'erreur a été découverte. L'erreur est corrigée dans l'exercice au cours duquel elle a été découverte. Ainsi, le solde d'ouverture de cet exercice doit être ajusté pour les éléments concernés de l'actif, du passif et des fonds propres de l'effet de la correction d'erreur sur l'exercice antérieur ».

Selon l'application de cette règle, deux types d'écritures de correction ont été comptabilisés dans les comptes 11 de report à nouveau :

- une diminution des produits de l'exercice 2017 à hauteur de 1 616 K€, car ces opérations concernaient des exercices antérieurs. Il s'agit plus précisément de régularisations d'encaissements laissés en compte d'attente avant 2017, et pour lesquels un important travail de rattrapage a été mené au cours de l'exercice. Les principaux produits concernés sont les suivants : une participation financière du Département de l'Aube au fonctionnement du Centre universitaire de Troyes versée en 2017 au titre des années 2014, 2015 et 2016 pour 623 K€, le solde du financement FEDER du programme INTERREG de l'ESIREIMS pour 170 K€, la facturation de mises à disposition de personnel URCA pour 322 K€.

- une diminution des reprises de financements constatés à tort depuis plusieurs exercices à hauteur de 2 771 K€. En effet, ces reprises effectuées depuis sept ans n'avaient pas lieu d'être, dans la mesure où les biens concernés étaient acquis et non mis à disposition.

Compte général	Montant	Sens	Type de correction
11000000	1 615 715,08	Crédit	Produits d'exercices antérieurs
11900000	2 770 518,01	Débit	Reprises sur immobilisations considérées à tort comme mises à disposition
TOTAL 11	- 1 154 802,93		Solde débiteur

2c/ TVA

Le 1^{er} janvier 2017, l'URCA a mis en place un coefficient de taxation forfaitaire pour la troisième année consécutive. Le taux de 12% calculé d'après les opérations de 2015 a été réévalué à 14% le 31 mars 2017 en fonction des opérations de 2016.

2d/ Fonds propres des fondations

Le haut de bilan enregistre un important mouvement à hauteur de 1 220 K€ : cela permet d'inscrire au passif l'ensemble des apports des membres de la fondation universitaire. En effet, en 2016, seules les contributions encaissées avaient été comptabilisées en compte 103. Une rectification a donc été opérée en 2017 : les fonds propres comprennent désormais 100 K€ d'apports sans droit de reprise (soit 50% des dotations des organismes publics) et 1 400 K€ de dotations consommables (dont 100 K€ d'origine publique).

3/ PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ❖ Continuité d'exploitation,
- ❖ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du point décrit au §2. Comparabilité des comptes,
- ❖ Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de l'URCA ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel telles qu'elles sont prévues en particulier par les textes suivants :

- le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique complété par le décret n°2012-1247 du 7 novembre 2012 ;
- le décret n°2008-618 du 27 juin 2008 relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) bénéficiant des responsabilités et compétences élargies ;
- le référentiel comptable applicable au 1^{er} janvier 2016 composé de l'instruction commune, du recueil des normes et du plan de comptes commun applicable aux organismes publics ;
- les instructions du Ministère de l'économie et des finances/DGFIP :
 - n°06-007 du 23 janvier 2006 relative aux passifs, actifs, amortissements et dépréciations des actifs ;
 - n°2012/11/6584 du 18 décembre 2012 sur la comptabilisation des financements externes de l'actif ;
 - n°13-0024 du 27 novembre 2013 relative aux modalités de comptabilisation des droits à congés, des comptes épargne-temps, des heures supplémentaires et complémentaires ;
 - BOFIP-GCP n°13-002 du 5 décembre 2013 datée du 20 novembre 2013 relative aux modalités de comptabilisation des subventions reçues.

En application de l'article 4 de l'arrêté du 1er juillet 2015, reconduit d'une année conformément à l'avis 2018-02 CNoCP du 19 janvier 2018, et de la note de clôture DGFIP du 6 décembre 2016, l'établissement a appliqué partiellement ce nouveau recueil (notamment sur la Norme 1). En effet, le tableau présentant l'articulation entre les résultats de la comptabilité générale et de la comptabilité budgétaire, ainsi que le tableau présentant le tableau des flux de trésorerie, prévus par la norme 1 du RNCEP, ne sont pas produits dans la présente annexe.

3a/ Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Sont immobilisés les biens qui participent à la vie de l'établissement pour une durée supérieure à un an et qui ont vocation à être renouvelés au terme de la durée d'amortissement.

Le périmètre des immobilisations a été défini et adopté par le conseil d'administration le 18 février 2011. Il est rappelé qu'à partir de 800€ HT (hors TVA déductible), la création d'une immobilisation est obligatoire. Afin d'uniformiser les méthodes de comptabilisation en classes 2 et 6, le conseil d'administration s'est prononcé pour l'adoption d'un second seuil de 350€ HT (hors TVA déductible), au-delà duquel le matériel scientifique, les ordinateurs portables et de bureau ainsi que le matériel audiovisuel doivent être immobilisés.

Les biens sont amortis linéairement au *pro rata temporis*, à compter de leur date de mise en service. Les durées d'amortissement pratiquées par l'URCA sont les suivantes :

COMPTE GENERAL	DESIGNATION	DUREE D'AMORTISSEMENT
20531000	Logiciels acquis ou sous traités	3 ans
20580000	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences	Durée de la licence
21217000	Agencements de terrains acquis	10 ans
21315600	Bâtiments affectés ou reçus en dotation	50 ans
21315700	Bâtiments acquis	30 ans
21355600	Installations générales, agencements, aménagements des constructions affectées ou remises en dotation	20 ans
21315700	Installations générales, agencements, aménagements des constructions acquises	30 ans
21514700	Installations complexes acquises	10 ans
21546000	Matériel scientifique affecté ou remis en dotation	10 ans
21537000	Matériel scientifique acquis	10 ans
21567000	Matériel d'enseignement acquis	10 ans
21557000	Outils acquis	10 ans
21577000	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	10 ans
21600000	Collections (<i>œuvres d'art : pas d'amortissement</i>)	10 ans (0 pour les œuvres d'art)
21827000	Matériel de transport acquis	10 ans
21831700	Matériel de bureau acquis	10 ans
21847000	Mobilier acquis	10 ans
21832700	Matériel informatique acquis	3 ans
21887000	Matériel divers acquis	10 ans
21888000	Autres matériels divers	10 ans

Les comptes modifiés par la nouvelle instruction M9 sont identifiés en gras.

Patrimoine immobilier

Le patrimoine remis en dotation par l'Etat a été intégré en 2001 dans les comptes de l'URCA sur la base d'une évaluation effectuée la même année par les affaires foncières et domaniales de la Direction des services fiscaux de la Marne (91 317 K€). Les biens reçus en dotation ou en affectation depuis l'évaluation réalisée en 2001 ne figurent pas au bilan de l'URCA au 31 décembre 2017. En 2010, une seconde évaluation a été réalisée par France Domaine (FD) mais n'a pas été intégrée en comptabilité dans la mesure où le dossier d'évaluation contenant les hypothèses et méthodes utilisées n'était pas disponible. Fin 2016, de nouvelles évaluations ont été réalisées par France Domaine. Dans l'attente d'une analyse, ces évaluations n'ont pas encore été intégrées dans les comptes de l'Université.

Par ailleurs, les biens propres de l'URCA (Présidence « Villa Douce », IUTL) ne figurent pas au bilan de l'établissement. Ils sont estimés à 5 690 K€ par les services de FD fin 2017.

L'URCA n'a pas tenu compte des conséquences comptables potentielles de son schéma directeur immobilier sur le plan d'amortissement de ses immobilisations. L'amortissement du patrimoine immobilier mis à disposition (et sa neutralisation corrélative en reprise de financement) est actuellement réalisé sur 50 ans. Cette approche sera revue dès que les nouvelles évaluations France Domaine seront intégrées dans les comptes.

3b/ Financements externes de l'actif

Les subventions destinées à financer des opérations d'investissement sont enregistrées au moment de leur notification dans les capitaux propres.

Dès leur utilisation, les montants sont amortis selon les mêmes règles que les biens qu'elles financent, la durée d'amortissement étant la même que celle du bien acquis.

Le rattachement des subventions aux immobilisations qu'elles financent n'était pas systématiquement effectué dans Neptune (logiciel permettant de gérer l'inventaire physique), ni contrôlé par le Service Financier et l'Agence comptable antérieurement à 2010. Ce rattachement est réalisé exhaustivement à partir de 2010, même si, à la clôture, certaines subventions peuvent rester non affectées : elles correspondent à des financements reçus alors que le projet n'est pas encore achevé, ou bien est suspendu ou annulé.

Néanmoins, le rattachement des financements reçus en 2016 et 2017 n'a pas pu être effectué compte tenu de l'ensemble des autres travaux à mener, dans le cadre du passage à la GBCP. Ces financements non rattachés figurent au passif du bilan dans le poste « financements reçus » et s'élève à 9 568 K.

3c/ Rattachement des charges et produits à l'exercice

L'Université de Reims Champagne-Ardenne applique le principe de rattachement des charges et des produits à l'exercice.

Factures couvrant plusieurs exercices

Certains fournisseurs (de fluides, d'assurances) émettent des factures couvrant plusieurs exercices. Celles-ci sont identifiées dès leur réception au service facturier, et donnent lieu à la comptabilisation au fil de l'eau d'une charge constatée d'avance permettant à chaque exercice comptable de ne supporter que la charge qui lui incombe.

Droits universitaires :

Les droits d'inscriptions perçus au titre d'une année universitaire sont répartis à hauteur de 4/12e sur l'exercice civil qui s'achève (septembre à décembre) et 8/12e sur l'exercice suivant au moyen d'un produit constaté d'avance.

Formation continue :

Les produits relatifs à la formation continue sont proratisés, notamment pour les I.U.T., en fonction des durées de formation inscrites dans les conventions, au moyen d'un produit constaté d'avance.

Contrats pluriannuels

Les contrats concernés sont essentiellement ceux conclus au titre de la recherche. L'université a fait le choix de comptabiliser le chiffre d'affaire de ses contrats pluriannuels à l'avancement. L'avancement est déterminé selon les coûts réellement constatés sur chaque convention, dont le suivi est réalisé dans SIFAC. Les financements reçus sont comptabilisés en cours d'année en produits. En fin d'exercice, un produit constaté d'avance ou un produit à recevoir permet d'ajuster l'exécution de chaque contrat.

II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

Depuis 2010, l'Université de Reims Champagne-Ardenne a entrepris une mise à jour de ses actifs et passifs. Cette opération a été menée à son terme en 2016 avec la réalisation en 2015 de l'inventaire physique de l'URCA par un prestataire externe, puis l'intégration en comptabilité de ces résultats au 31 décembre 2016 par l'agence comptable, supprimant ainsi l'écart qui existait depuis l'exercice 2000.

Pour mémoire, depuis 2010, un contrôle est systématiquement effectué entre les acquisitions de l'exercice dans SIFAC (inventaire comptable) et les fiches d'immobilisation intégrées sur Neptune (inventaire physique), afin de maintenir une stricte concordance entre la comptabilité des immobilisations et la comptabilité générale.

1/ ACTIF

1a/ Actif immobilisé

Le montant brut de l'actif immobilisé est en augmentation de 12 372 K€. L'actif passe ainsi de 209 294 K€ en 2016 à 221 666 K€ en 2017.

(Hors immobilisations en cours et immobilisations financières. Pour le détail des variations, se reporter à l'annexe 4).

► **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 454 K€, passant de 1 714 K€ en 2016 à 2 168 K€ en 2017.

► **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 11 919 K€, passant de 207 580 K€ en 2016 à 219 499 K€ en 2017.

► **IMMOBILISATIONS EN COURS**

Les opérations comptabilisées en comptes 23 sont relatives à des immobilisations en cours (travaux pour l'essentiel). Dès que les travaux sont finalisés et que la mise en service des biens est signalée par la DPLDD notamment à l'agence comptable, les sommes engagées sont transférées vers les comptes d'immobilisations définitifs concernés (comptes 20 ou 21) par le biais de la création de fiches d'immobilisations. Ces fiches sont valorisées et entraînent le calcul d'amortissements à partir de la date de mise en service.

Le poste des immobilisations en cours à l'actif du bilan présente un solde de 10 958 K€ au 31 décembre 2017, soit une diminution de 3 014 K€ due à la mise en service de deux immobilisations d'un montant important (travaux confortatifs des corolles pour 3 993 K€ et travaux d'amélioration de la performance énergétique à l'IUT de Troyes pour 2 164 K€).

L'analyse de ce poste permettant notamment d'« activer » les immobilisations mises en service n'a été que partiellement réalisée sur les deux derniers exercices. Ce travail sera mené en même temps que celui qui sera conduit sur le fléchage des financements en 2018 (cf. *supra*, point I) 3b).

► **IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Les immobilisations financières ont augmenté de 25 K€, passant de 65 K€ en 2016 à 90 K€ en 2017. Sont comptabilisés en immobilisations financières les prêts accordés au personnel et les dépôts et cautionnements versés.

Le montant des prêts accordés au personnel en 2017 s'élève à 6 K€. Ils ont été comptabilisés dans le compte 2743 en dépense et en recette, d'où un solde à zéro en fin d'exercice (constatation du prêt et de son remboursement). Le montant reste constant par rapport à 2016 où il s'élevait aussi à 6 K€.

Les dépôts et cautionnements ont augmenté de 25 K€ ; cette somme correspond à une consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre de la participation de l'URCA à la fondation partenariale « Institut InnovENT-E ». Elle permet de garantir les versements d'un montant de 5 K€ tous les ans pendant cinq ans, auxquels s'est engagée l'URCA.

1b/ Amortissement et dépréciation des immobilisations

Les amortissements cumulés ont augmenté de 10 386 K€, passant de 75 504 K€ en 2016 à 85 890 K€ en 2017.

(Pour le détail des variations, se reporter à l'annexe 5).

1c/ Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués selon la méthode de l'inventaire intermittent. Ils passent de 501 K€ à 581 K€ et se décomposent de la manière suivante :

- Combustibles : 17 K€
- Fournitures consommables : 4 K€
- Produits intermédiaires : 17 K€
- Produits finis : 544 K€

1d/ Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

L'état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice est reproduit dans les annexes n° 7 et 8.

Deux grands types de créances peuvent être distingués :

- les créances liées à la facturation de prestations par l'université principalement dans le domaine de la recherche,

- les créances liées à des subventions accordées par des partenaires enregistrées aux subdivisions des comptes 44.

Le volume des créances douteuses s'élève à 965 K€. Les règles de dépréciation retenues en 2017 sont les suivantes : dépréciation à 100% des créances de débiteurs privés de plus d'un an, et dépréciation à 100% des créances de financeurs publics de plus de trois ans.

1e/ Trésorerie et rendement

L'Université de Reims Champagne-Ardenne dispose d'un compte de dépôt de fonds au Trésor Public. Son solde au 31 décembre 2017 est le suivant : 26 690 K€.

Pour mémoire, le compte de placement rémunéré (CPR) ouvert depuis le 15 décembre 2010 a été soldé le 25 juillet 2014, et le compte dépôt à la Banque Populaire de Champagne-Ardenne (pour les transactions internationales) a été clôturé le 23 juin 2017.

COMPTES	DESIGNATION	VALEURS au DEBIT classe 5	VALEURS au CREDIT classe 5
CHEQUES IMPAYES			
51170000	Chèques impayés	3 431,46 €	
VALEURS A L'ENCAISSEMENT ou DECAISSEMENT			
51120000	Chèques à encaisser	30 017,16 €	
51180000	Autres valeurs	404,10 €	
51150000	Cartes Bancaires à l'encaissement	10 594,16 €	
COMPTE AU TRESOR			
51510000	Compte de dépôts	26 690 391,43 €	
51590000	Chèques à payer	630,94 €	
CAISSE			
53100000	Caisse	5 676,25 €	
REGIES D'AVANCE ET DE RECETTES			
543/545	Fonds de caisse	14 059,00 €	
SOUS-TOTAUX PAR CATEGORIE			
	Sous-total 51	26 735 469,25 €	
	Sous-total 53	5 676,25 €	
	Sous-total 54	14 059,00 €	
TOTAL TRESORERIE ET PLACEMENT		26 755 204,50 €	

2/ PASSIF

2a/ Capitaux propres

Les capitaux propres de l'université sont composés :

1. des financements de l'Etat rattachés et non rattachés à des actifs déterminés dont la valeur nette compte tenu des reprises au compte de résultat s'élève à pour 84 018 K€ ;
2. des réserves de l'établissement qui représentent le montant cumulé des résultats d'exploitation des exercices précédents pour 78 943 K€ ;
3. des reports à nouveau d'un montant débiteur de 105 980 K€ et d'un montant créditeur de 80 515 K€ (régularisations au titre d'exercices antérieurs – cf. *supra*) ;
4. du résultat de l'exercice excédentaire de 1 473 K€ ;
5. des financements de l'actif par des tiers autres que l'Etat rattachés et non rattachés à des actifs déterminés dont la valeur nette compte tenu des reprises au compte de résultat s'élève à 27 786 K€ ;
6. des fonds propres de la fondation universitaire pour 1 500 K€.

2b/ Réserves

Les résultats d'exploitation des exercices successifs des EPSCP sont affectés aux réserves de l'établissement (abondement en cas de résultat excédentaire, prélèvement en cas de résultat déficitaire).

2c/ Provisions

L'URCA a comptabilisé une provision pour risques et charges (litiges en cours) d'un montant de 33 K€.

2d/ Dettes

Les produits constatés d'avance d'un montant de 6 453 K€ sont constitués des postes suivants :

- Droits universitaires : 2 481 K€
- Subventions d'investissement de l'Etat : 1 134 K€

- Prestations de recherche : 850 K€
- Autres subventions de fonctionnement : 484 K€
- Subventions de fonctionnement de la région : 469 K€
- Subventions de fonctionnement de l'union européenne : 429 K€
- Subventions de fonctionnement de l'ANR : 349 K€
- Divers (formation continue, colloques, autres produits) : 154 K€
- Subventions d'investissement de la région : 60 K€
- Subventions de fonctionnement de l'Etat : 41 K€
- Autres subventions d'investissement : 2K€

2e/ Échéances des créances et des dettes

Cf. annexes n° 7 et 8.

III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Le compte de résultat agrégé est présenté net des prestations internes (dont le montant s'élève à 896 K€, tant en produits qu'en charges).

Le résultat de l'exercice 2017 est bénéficiaire de 1 473 K€. Par rapport à 2016, le résultat agrégé a augmenté de 2 459 K€. Les produits ont augmenté de 4 488 K€ et les charges de 2 029 K€ entre 2016 et 2017.

Le dernier résultat agrégé bénéficiaire remontait à l'exercice 2013.

1/ PRODUITS D'EXPLOITATION

Les principales ressources de l'Université de Reims Champagne-Ardenne sont les subventions d'exploitation qui sont passées de 175 086 K€ en 2016 à 180 470 K€ en 2017.

Elles représentent 91% du total des ressources de l'Université, dont 85% pour le seul ministère de tutelle sous l'effet de la comptabilisation de sa participation pour la rémunération des fonctionnaires (la dotation de masse salariale s'élève à 152 963 K€).

On note que la subvention pour charge de service public notifiée et versée par le ministère de tutelle a augmenté de 5 049 K€ entre 2016 et 2017.

Parmi les ressources propres, le montant des droits de scolarité (4 138 K€) baisse de 546 K€ par rapport à 2016, tout comme la formation continue, qui s'élève à 2 963 K€ en 2017 (- 140 K€).

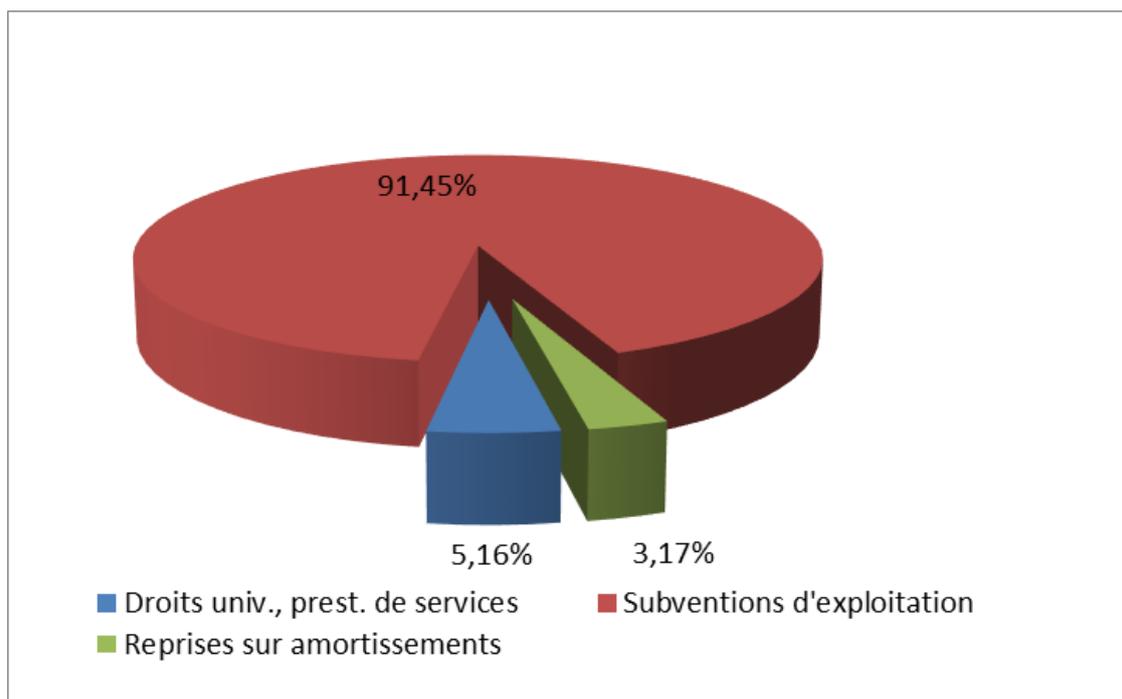
Le montant des produits d'exploitation liés à la taxe d'apprentissage augmente fortement (il passe de 2 610 K€ en 2016 à 2 865 K€ en 2017).

Les autres recettes propres affectées aux contrats de recherche (1 546 K€) enregistrent une hausse de 24%.

Le total des produits d'exploitation (197 350 K€) se décompose comme suit :

• Subventions Etat	167 316 K€
• Autres subventions	10 292 K€
• Reprises sur financements et provisions	6 249 K€
• Droits universitaires	4 138 K€
• Formation continue	2 963 K€
• Taxe d'apprentissage	2 865 K€
• Prestations de recherche	1 546 K€
• Produits des activités annexes	777 K€
• Autres prestations de services	569 K€

• Autres Produits	230 K€
• Colloques	151 K€
• Redevances	135 K€
• Variation des stocks	78 K€
• Ventes	35 K€



2/ CHARGES D'EXPLOITATION

2a/ Consommations de l'exercice en provenance de tiers

A l'intérieur de ce poste, malgré une baisse de certaines dépenses spécifiques, on constate une légère augmentation.

Ainsi, les charges d'entretien et de maintenance progressent de 1 948K€ en 2016 à 2 620 K€ en 2017 (soit + 672 K€, en raison de l'augmentation du coût et du nombre des contrats de maintenance).

Les charges d'honoraires augmentent, s'élevant à 286 K€ contre 80 K€ en 2016.

Enfin, les dépenses consacrées aux locations mobilières et immobilières (charges locatives incluses) connaissent une hausse de 231 K€ (1 885 K€ en 2017 contre 1 654 K€ en 2016).

En revanche, les frais de déplacement, colloques et réceptions passent de 2 312 K€ en 2016 à 2 136 K€ en 2017, soit une diminution de 175 K€.

On constate également une légère baisse des dépenses de documentation, puisqu'elles passent de 1 432 K€ en 2016 à 1 426 K€ en 2017.

Pour leur part, les dépenses consacrées aux fluides sont plutôt stables, et restent proches de 3 220 K€ en 2016 et en 2017.

2b/ Impôts, taxes et versements assimilés

On constate une légère baisse du poste impôts et taxes (2 314 K€ en 2017 contre 2 338 K€ en 2016). Ce poste enregistre pour l'essentiel les cotisations assises sur les rémunérations suivantes: le versement transport (1 438 K€) et l'allocation logement (414 K€).

Différentes cotisations ont augmenté au 1^{er} janvier 2017 :

- + 3,52% pour la cotisation part salariale pension Civile TIB et NBI,
- + 0,16% pour la contribution employeur à la CNRACL,
- + 1,58% pour le plafond mensuel de la sécurité sociale,
- + 2,94% pour les cotisations patronales IRCANTEC sur l'assiette de la tranche A,
- + 2,96% sur la tranche B,
- + 0,05 point pour les cotisations d'assurance vieillesse déplafonnée.

2c /Charges de personnel

Le montant de la paie sans ordonnancement préalable (PSOP) 2017 s'élève à 159 108 K€, soit une diminution de 925 K€ par rapport à 2016 (diminution entre 2015 et 2016 : 22 K€).

Cette variation s'explique entre autres par les différents mouvements de personnel : l'effectif a baissé de 21 ETP entre le 31/12/2016 et le 31/12/2017 (cette variation était de - 86 ETP entre le 31/12/15 et le 31/12/16). Cependant, cette évolution est à nuancer puisqu'il s'agit d'une photographie des effectifs à un instant T.

Les dépenses de masse salariale hors PSOP (1 688 K€) augmentent de 1 011 K€ et sont constituées d'œuvres sociales (action sociale), dont le montant passe de 126 K€ en 2016 à 146 K€ en 2017, de dépenses de médecine préventive (121 K€, soit 35 K€ de plus qu'en 2016), et de versements de capitaux décès (35 K€, soit le double du montant versé en 2016).

Les charges de personnel représentent ainsi en tout 160 803 K€ (extourne des charges à payer 2016 comprise), soit la part la plus élevée des dépenses de l'établissement, et particulièrement depuis 2011, année d'accession de l'université aux RCE, où les fonctionnaires de l'Etat sont désormais rémunérés par l'établissement : ainsi, ces charges totalisent 87% des seules dépenses de fonctionnement décaissables.

4 426 K€ ont été comptabilisés au titre des charges à payer de salaires hors CET et congés payés, soit 908 K€ de plus qu'en 2016. Ces charges à payer se répartissent ainsi : 3 286 K€ d'heures complémentaires (+598 K€) et 1 140 K€ de rémunérations hors heures complémentaires (+310 K€).

Au 31 décembre 2017, l'URCA a comptabilisé une provision complémentaire à hauteur de 4/12èmes des heures complémentaires des enseignants-chercheurs de l'année 2017 : elle s'élève à 954 K€. Jusqu'en 2016, l'établissement provisionnait à la clôture uniquement les heures complémentaires réalisées et non réglées. Il s'agit d'un changement d'estimation comptable qui n'a d'effet que sur l'exercice en cours et les exercices futurs (modification prospective).

Depuis le passage aux RCE, l'URCA procède à la comptabilisation de charges à payer relatives aux comptes épargne-temps (CET) et aux congés payés des personnels BIATSS. 1 022 K€ ont été comptabilisés au titre des CET de l'année 2017 (+68 K€), et 1 940 K€ au titre des congés payés des titulaires et non-titulaires (+ 566 K€).

Les enseignants et les enseignants chercheurs perçoivent une rémunération forfaitaire. Leurs droits à congés ne font pas l'objet d'un suivi particulier compte tenu de leur statut. En l'absence de suivi des droits à congés, s'agissant d'un cas exceptionnel où aucune évaluation fiable du montant de l'obligation relative aux droits à congés des enseignants et des enseignants chercheurs ne peut être réalisée, aucune charge à payer ne peut être comptabilisée à ce titre.

Le total des dettes de l'URCA concernant les personnels s'élève ainsi à 7 388 K€.

Détail du chapitre 64, cotisations et taxes incluses (comptes 6331 et 6332)

Frais de Personnel en millions d'€

			2016	2017
641		Salaires - Rémunération de base	93,20	93,17
	64111	Rémunérations principales	76,32	75,78
	64112	Rémunérations accessoires	9,50	7,07
	6412	Congés payés	- 0,14	2,97
	6413	Primes et gratifications	6,29	4,82
	6414	Indemnités et avantages divers	0,40	2,00
	6415	Supplément familial	0,83	0,82
	6419	Abattement indemnitaire (transfert primes-points)		-0,29
645/633		Charges Sécurité sociale et prévoyance	67,68	67,14
647		Autres charges sociales	0,37	0,46
648		Autres charges de personnel	-	0,03
		Chapitre 64	161,25	160,80

2d/ Dotations et reprises sur amortissements, dépréciations et provisions

Le montant de la dotation aux amortissements et aux provisions est en augmentation par rapport à 2016. Elle passe de 10 450 K€ en 2016 à 11 370 K€ en 2017. Cette croissance de 920 K€ (environ 9 %) s'explique par le renouvellement de l'actif, ainsi que par la mise en service de matériels et constructions auparavant en cours.

La quote-part de subventions d'investissement virée au compte de résultat s'élève à 5 590 K€. A l'intérieur de ce poste est comptabilisée la neutralisation des amortissements des biens remis en dotation pour 1 826 K€.

2e/ Autres charges de gestion

Le montant des autres charges de gestion courante passe de 4 867 K€ en 2016 à 4 117 K€ en 2017. Parmi ces dépenses, le compte des charges spécifiques diminue de manière significative, passant de 1 808 K€ à 1 162 K€, soit une baisse de 645 k€. Cette diminution est principalement due au reclassement des honoraires des maîtres de stages du compte 6578 au compte 6226. Hormis cette évolution ponctuelle, ce poste reste stable.

Par ailleurs, les charges diverses de gestion courante passent de 2 371 K€ en 2016 à 2 465 K€, soit 94 K€ d'augmentation comprenant 40 K€ d'augmentation d'annulations de recettes antérieures par rapport à 2016. Ces annulations sont la conséquence du travail mené en matière de recouvrement.

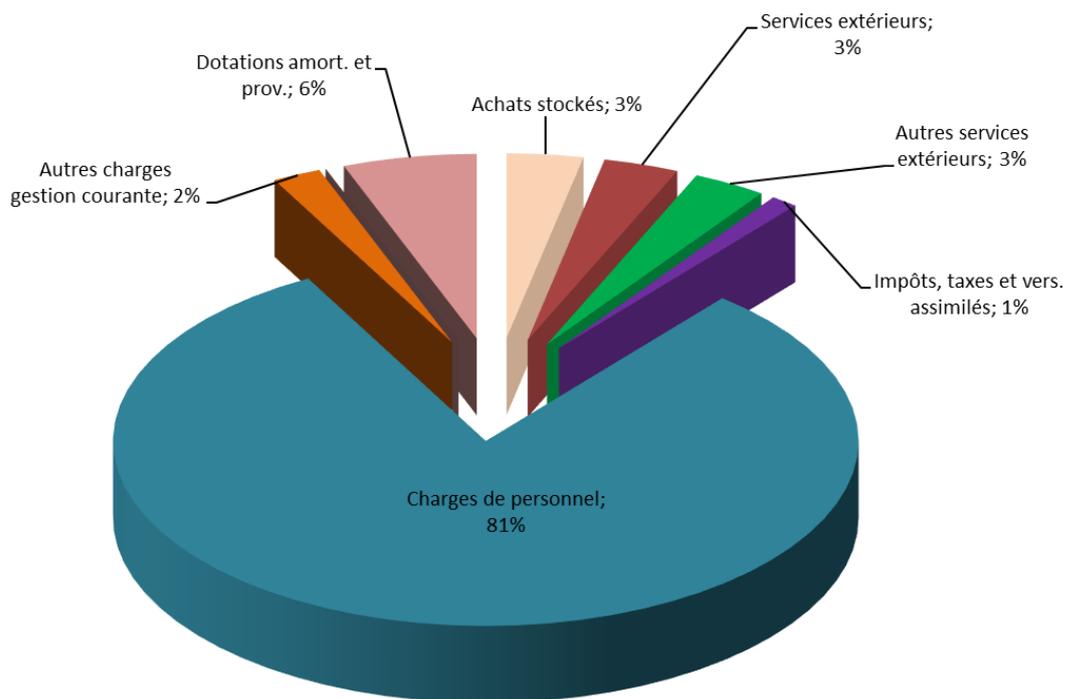
3/ CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Les charges financières correspondent à des pertes de change. Leur montant n'est pas significatif.

4/ CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les charges et produits exceptionnels n'existent plus dans le nouveau plan comptable et sont réintégréés dans les charges et produits d'exploitation.

Répartition des charges de l'exercice 2017



IV) AUTRES INFORMATIONS

Détail des effectifs de l'URCA

Le tableau ci-après indique la répartition des effectifs de l'université de Reims Champagne-Ardenne.

Il détaille l'effectif réel (qui correspond aux effectifs physiques, présents au 31/12/2017, indépendamment de leur quotité de travail et de leur période d'activité sur l'année considérée) et l'effectif par ETP (il s'agit des effectifs présents au 31/12/2017, corrigés de la quotité de travail, mais indépendamment de la période d'activité sur l'année).

Attention, le tableau des emplois présenté dans le cadre de la GBCP est, lui ,exprimé en ETPT ; cet indicateur mesure à la fois la quotité de travail et la période d'activité sur l'année.

Cf. tableau page suivante.

Contractuels présents au 31/12/2017		
Corps	Effectifs	ETP
MEDECIN	4	1,9
ATTACHE	2	2
BIBLIOTHECAIRE	1	1
IGR	29	27
IGE	66	65,1
POST-DOCTORANT	13	13
INFIRMIERE	2	1,3
ASI	24	23,2
Total A	141	134,5
BIBAS	3	3
SAENES	8	7,6
TECH	39	38,6
Total B	50	49,2
ADJENES	37	35,4
ATRF	115	109,7
MAG	8	7,5
A TEC	1	1
Total C	161	153,6
Total BIATSS	352	337,3
PRAG	3	3
PRCE	18	17,33
EPS	1	1
Total 2° DEGRE	22	21,33
ASSIST MED OU ODON	104	104
ATER	24	24
LECTEUR	5	5
PAST	4	2
MAST	25	15,5
PR PH	2	1,5
MCF PH	5	3
MCF	3	1,5
DOCTORANT	113	113
Total ANT ENS / ENS CHERCHEURS	285	269,5
Total ENS	307	290,83
Total général agents contractuels	659	628,13

Titulaires présents au 31/12/2017		
Corps	Effectifs	ETP
AGT COMPT	1	1
SGU	1	1
ADMENESR	1	1
ATTACHE	18	17,8
CONSERVATEUR	11	10,8
IGR	41	40
IGE	76	74,7
INFIRMIERE	7	6,6
BIBLIOTHECAIRE	3	2,8
ASI	39	38,3
Total A	198	194
ASSAE	3	3
BIBAS	15	14,8
SAENES	37	35,9
TECH	119	116,4
Total B	174	170,1
ADJENES	67	64,5
MAG	24	23,1
A TEC	6	5,8
ATRF	187	181
Total C	284	274,4
Total BIATSS	656	638,5
PR	190	189,5
PUPH	80	80
MCF	493	490,1
MCPH	35	35
TOTAL ENSEIGNANTS CHERCHEURS	798	794,6
PRAG	110	104,8
PRCE	109	101,23
EPS	7	7
PLP	7	6,5
ATER TIT	2	2
TOTAL 2° DEGRE	235	221,53
PREC	10	9,7
TOTAL 1° DEGRE	10	9,7
IA/IPR HC	1	1
ASSISTANT ENS. SUP.	1	1
CPE	2	1
PROF ENSAM	2	2
Total AUTRES	6	5
Total ENS	1049	1030,83
Total général agents titulaires	1705	1669,33

Effectif total	2364	2297,46
-----------------------	-------------	----------------

Source : Direction des Ressources Humaines

ANNEXE N° 1 - TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS

RUBRIQUES	Situations et mouvements			
	Montant des provisions comptabilisées à la fin de l'exercice précédent	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant des provisions comptabilisées à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques et charges	19 500,00	18 476,48	4 500,00	33 476,48
TOTAL	19 500,00	18 476,48	4 500,00	33 476,48

ANNEXE N° 2 - TABLEAU DE VARIATION DES DEPRECIATIONS

RUBRIQUES		Situations et mouvements			
		Montant des provisions comptabilisées à la fin de l'exercice précédent	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant des provisions comptabilisées à la clôture de l'exercice
Provision dépréciation des créances		654 197,02	965 243,72	654 197,02	965 243,72
TOTAL		654 197,02	965 243,72	654 197,02	965 243,72

ANNEXE N° 3 - TABLEAU DE VARIATION DES STOCKS

Numéro de compte	Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	Variation des stocks en augmentation (entrées)	Variation des stocks en diminution (sorties)
32	AUTRES APPROVISIONNEMENTS	18 632,50	20 384,59	1 752,09	
351	PRODUITS INTERMEDIAIRES	18 091,57	17 321,37		- 770,20
355	PRODUITS FINIS	464 607,73	543 640,30	79 032,57	
TOTAL		501 331,80	581 346,26	80 784,66	- 770,20

ANNEXE N° 4 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE FIN DE L'EXERCICE PRECEDENT	AUGMENTATIONS		DIMINUTIONS		VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
		Par virement de poste à poste	Acquisitions/Mises à disposition/Transfers	Par virement de poste à poste	Cessions/Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles (20)	1 713 728,43	0,00	453 860,37	0,00	0,00	2 167 588,80
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et de développement	150 329,70	0,00	0,00	0,00	0,00	150 329,70
Concession et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 563 398,73	0,00	433 500,06	0,00	0,00	1 996 898,79
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	20 360,31	0,00	0,00	20 360,31
Immobilisations incorporelles en cours (23)	449 546,76	0,00	68 044,41	174 228,06	0,00	343 363,11
Immobilisations corporelles (21)	207 580 043,27	0,00	11 918 524,72	0,00	0,00	219 498 567,99
Terrains	45 959,39	0,00	0,00	0,00	0,00	45 959,39
Agencement et aménagement de terrains	1 458 304,78	0,00	0,00	0,00	0,00	1 458 304,78
Constructions	152 801 772,32	0,00	6 390 590,59	0,00	0,00	159 192 362,91
Constructions sur sol d'autrui	9 045,79	0,00	0,00	0,00	0,00	9 045,79
Installations techniques, matériels et outillage	35 334 091,68	0,00	3 547 384,32	0,00	0,00	38 881 476,00
Collections	8 675,38	0,00	725,12	0,00	0,00	9 400,50
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	17 922 193,93	0,00	1 979 824,69	0,00	0,00	19 902 018,62
Immobilisations corporelles en cours (23)	13 522 336,13	0,00	3 283 716,73	6 191 765,50	0,00	10 614 287,36
Immobilisations financières (27)	65 462,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	90 462,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements versés	65 462,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	90 462,00
TOTAUX	223 331 116,59	0,00	15 749 146,23	6 365 993,56	0,00	232 714 269,26

ANNEXE N° 5 – TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS

RUBRIQUES	CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS (dotations de l'exercice)	DIMINUTIONS (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	CUMULES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles (20)	1 051 695,31	469 038,87	0,00	1 520 734,18
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et de développement	138 377,31	4 032,00	0,00	142 409,31
Concession et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	913 318,00	463 557,25	0,00	1 376 875,25
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	1 449,62	0,00	1 449,62
Immobilisations incorporelles en cours (23)				
Immobilisations corporelles (21)	74 451 852,00	9 920 119,75	2 455,24	84 369 516,51
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Agencement et aménagement de terrains	1 281 266,14	8 533,68	0,00	1 289 799,82
Constructions	41 994 626,25	4 259 297,95	0,00	46 253 924,20
Constructions sur sol d'autrui	13,59	452,29	0,00	465,88
Installations techniques, matériels et outillage	18 478 682,45	3 127 671,86	2 229,13	21 604 125,18
Collections	1 654,15	150,00	0,00	1 804,15
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	12 695 609,42	2 524 013,97	226,11	15 219 397,28
Immobilisations corporelles en cours (23)				
Immobilisations financières (27)				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés				
TOTAUX	75 503 547,31	10 389 158,62	2 455,24	85 890 250,69

ANNEXE N° 6 – TABLEAU DES FINANCEMENTS EXTERNES DE L'ACTIF

RUBRIQUES ET POSTES	CUMUL AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATION		DIMINUTION			CUMUL A LA FIN DE L'EXERCICE
		FINANCEMENTS RECUS	FINANCEMENTS RECONSTITUES SUITE A LA REPRISE DE LA DEPRECIATION DE L'ACTIF FINANCE	REPRISE SUITE A L'AMORTISSEMENT DE L'ACTIF FINANCE	REPRISE SUITE A LA DEPRECIATION DE L'ACTIF FINANCE	REPRISE SUITE A LA CESSION OU MISE AU REBUT DE L'ACTIF FINANCE	
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR L'ETAT	82 593 396,32	1 690 780,13	-	2 154 575,55	-	-	84 017 680,46
Financements non rattachés à un actif	- 80 657,43	1 690 780,13					1 610 122,70
Financements rattachés à un actif	82 674 053,75	-	-	2 154 575,55	-	-	82 407 557,76
-Contrepartie et financements des actifs mis à disposition des établissements	62 977 694,16			944 039,78			63 921 733,94
-Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	- 1 020,95						- 1 020,95
-Financement des autres actifs	19 697 380,54			1 210 535,77	-	-	18 486 844,77
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	27 973 725,05	2 365 722,92	-	2 553 312,85	-	-	27 786 135,12
Financements non rattachés à un actif	5 591 968,25	2 365 722,92	-	-	-	-	7 957 691,17
-Régions	1 303 850,06	1 485 034,05					2 788 884,11
-Départements	39 092,67						39 092,67
-Communes et groupements de communes	952 864,47	462 061,34					1 414 925,81
-Autres collectivités et établissements publics	161 706,92	20 000,00					181 706,92
-Union européenne	1 106 458,56	1 789,25					1 108 247,81
-Autres organismes	671 170,23	100 651,60					771 821,83
-Autres	1 356 825,34	296 186,68					1 653 012,02
Financements rattachés à un actif	22 381 756,80	-	-	2 553 312,85	-	-	19 828 443,95
-Régions	5 649 485,12			644 025,69			5 005 459,43
-Départements	484 802,51			26 382,74			458 419,77
-Communes et groupements de communes	1 687 059,84			173 752,06			1 513 307,78
-Autres collectivités et établissements publics	1 002 286,81			129 258,31			873 028,50
-Union européenne	4 611 277,78			734 437,39			3 876 840,39
-Autres organismes	2 560 937,44			156 786,64			2 404 150,80
-Autres	6 385 907,30			688 670,02			5 697 237,28

ANNEXE N° 7 – TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES

Créances	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	90 462,00	-	90 462,00
-Créances rattachées à des participations			
-Prêts			
-Autres créances immobilisées	90 462,00	-	90 462,00
Créances de l'actif circulant	14 756 870,49	14 756 870,49	-
-Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux et la Commission Européenne	10 045 269,19	10 045 269,19	-
-Créances clients et comptes rattachés	3 385 199,43	3 385 199,43	-
-Créances sur les redevables			
-Avances et acomptes versés sur commandes			
-Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)			
-Créances sur les autres débiteurs	1 171 372,75	1 171 372,75	-
-Charges constatées d'avance	155 029,12	155 029,12	-
TOTAUX	14 847 332,49	14 756 870,49	90 462,00

ANNEXE N° 8 – TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES

Dettes	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an
Dettes financières	-	-	-
-Emprunts obligataires			
-Emprunts souscrits auprès des établissements financiers			
-Dettes financières et autres emprunts			
Dettes non financières	19 663 810,45	19 663 810,45	-
-Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 508 773,33	3 508 773,33	-
-Dettes fiscales et sociales	7 388 177,15	7 388 177,15	-
-Avances et acomptes reçus	660 100,00	660 100,00	-
-Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)			-
-Dettes liées au prélèvement sur ressources accumulées			-
Autres dettes non financières	1 654 190,46	1 654 190,46	-
Produits constatés d'avance	6 452 569,51	6 452 569,51	-
TOTAUX	19 663 810,45	19 663 810,45	-

ADDENDA

INDICATEURS FINANCIERS

Le résultat de fonctionnement

Le résultat de fonctionnement (résultat net comptable) agrégé dégage un bénéfice de **1 473 K€** dont la contribution par établissement est la suivante :

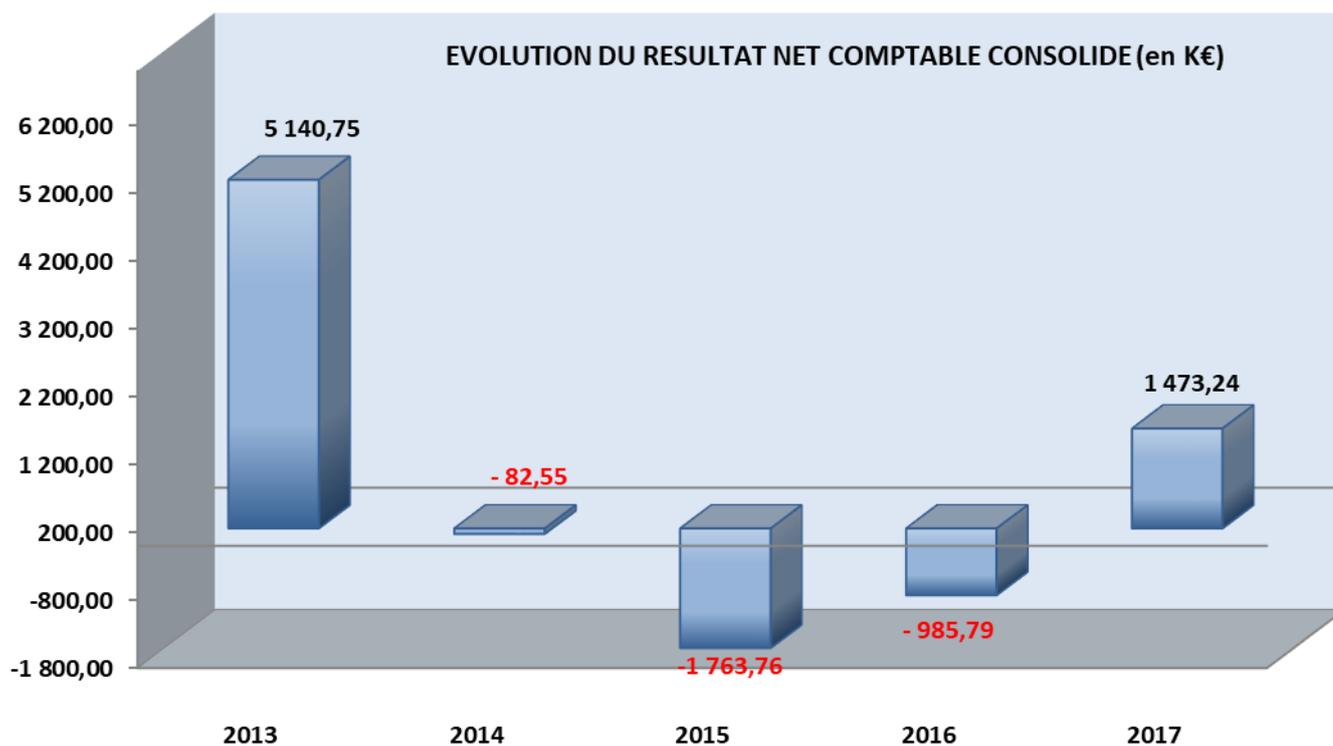
Le résultat net comptable hors SACD est excédentaire de **1 342 K€**.

Le résultat net comptable du SAIC est excédentaire de **0,28 K€**.

Le résultat net comptable du CFA est excédentaire de **155 K€**.

Le résultat net comptable de la fondation est déficitaire de **24 K€**.

Son évolution est la suivante depuis 2013 :



La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement s'élève à **6 595 K€**. Elle a augmenté de 3 673 K€ par rapport à 2016.

Son évolution est la suivante depuis 2013 :

DETAIL CAF	2017	2016	2015	2014	2013
Résultat net comptable	1 473 239,31	-985 786,54	-1 763 764,28	-80 956,90	5 140 750,49
+ Dotations aux amortissements et provisions (c/68)	11 370 428,27	10 449 917,96	10 677 923,51	9 899 893,17	9 339 213,25
+ VNC des immo cédées (c/675)					
- Quote part des subventions d'investissement du c/138 virées au compte de résultat (c/777)		-204 643,20	-130 146,83		(comptes 776 et 777 transférés au 7813 : instruction FEA, application exercice 2013)
- Neutralisation de l'amortissement des immeubles affectés (c/781)	-1 826 478,23	-2 444 893,62	-2 445 436,87	-2 445 356,31	-2 425 595,18
- Reprises sur amortissements et provisions (C/781)	-4 422 545,64	-3 893 269,38	-4 073 526,56	-4 482 095,80	-4 585 145,92
- Résultat net des cessions d'actifs (c/775)	0,00	0,00	0,00	-600,00	-600,00
	6 594 643,71	2 921 325,22	2 265 048,97	2 890 884,16	7 468 622,64

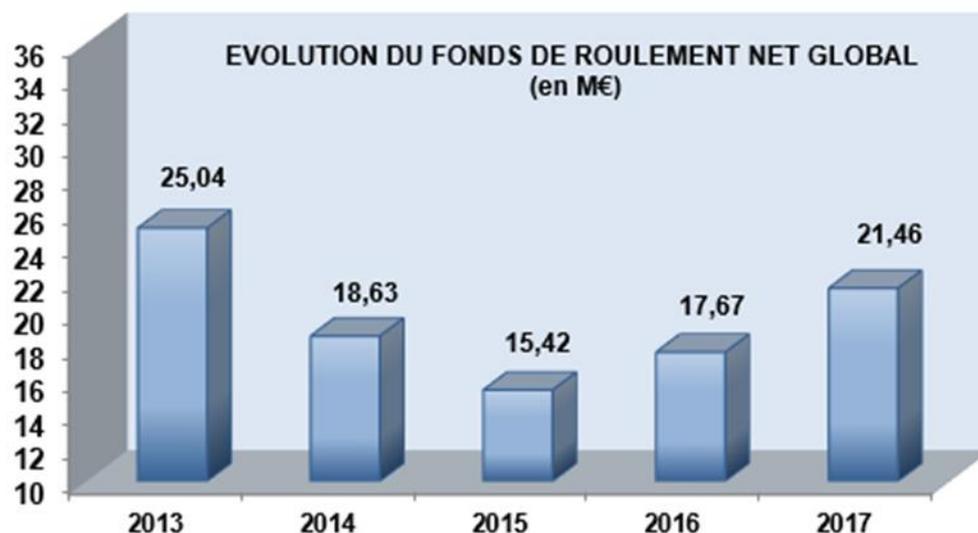
Ses variations annuelles sont étroitement liées à celles du résultat comptable :

	Evolution 2016/2015	2017	2016	2015	2014	2013
Résultat net comptable	2,46	1,47	-0,99	-1,76	-0,80	5,14
CAF	3,67	6,59	2,92	2,26	2,89	7,47

Le fonds de roulement net global

En 2017, le fonds de roulement, qui s'élève à 21 464 K€ (SAIC, CFA et Fondation compris) a augmenté de 3 793 K€ par rapport à 2016.

Son évolution depuis 2013 est la suivante :



Le fonds de roulement est calculé ainsi :

METHODE PAR LE HAUT DU BILAN		CONSOLIDE	UNIV	SAC	CFA	FONDATION
Classe 1	+ capitaux permanents	224 465 673,02	217 571 269,38	4 384 842,84	1 014 167,85	1 495 392,95
	+ résultat exercice 2017	1 473 239,31	1 341 998,75	279,73	155 536,08	-24 575,25
	+ provisions	33 476,48	33 476,48			0,00
	- subventions d'équipement reprises au compte de résultat	-57 684 003,16	-56 391 009,76	-1 292 993,40		0,00
	+ compte de liaison UNIV /SAIC/CFA/Fondation		860 447,89	500 182,11	-1 028 263,57	-332 366,43
	Ressources Durables A	168 288 385,65	163 416 182,74	3 592 311,28	141 440,36	1 138 451,27
Classe 2	+ immobilisations	232 714 269,26	226 558 966,57	6 150 844,99	4 457,70	0,00
	- amortissements	-85 890 250,69	-82 575 304,53	-3 311 068,99	-3 877,17	0,00
	Emplois Stables B	146 824 018,57	143 983 662,04	2 839 776,00	580,53	0,00
	Fonds de roulement = A - B	21 464 367,08	19 432 520,70	752 535,28	140 859,83	1 138 451,27
METHODE PAR LE BAS DU BILAN						
Classe 3	+ stocks	581 346,26	534 552,89	46 793,37		
Classe 4	+ créances d'exploitation	14 756 870,49	11 751 339,35	1 713 573,01	151 958,13	1 140 000,00
Classe 5	+ trésorerie	26 755 204,50	26 755 204,50			
Classe 4	- dettes d'exploitation	-20 629 054,17	-19 608 576,04	-1 007 831,10	-11 098,30	-1 548,73
	Fonds de roulement	21 464 367,08	19 432 520,70	752 535,28	140 859,83	1 138 451,27

Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Le BFR de l'Université de Reims est de -5 291 K€.

Les dettes sont principalement constituées :

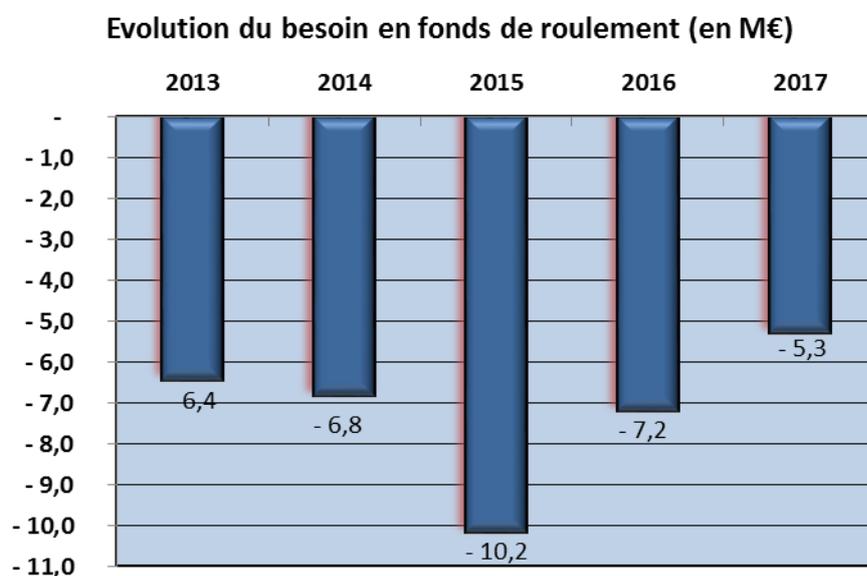
- ❖ des certifications de service fait datées de 2017 (factures non parvenues)
- ❖ des charges à payer en matière de personnel
- ❖ des produits constatés d'avance.

Les créances sont principalement constituées :

- ❖ des restes à recouvrer
- ❖ des subventions à recevoir
- ❖ du crédit de TVA
- ❖ des produits à recevoir.

Le détail est présenté dans le tableau figurant en page ci-après.

Son évolution depuis 2013 est la suivante :



Libellé	Exercice 2017		Observations
	Créances	Dettes	
Classe 3 - Stocks	581 346,26	-	
Classe 4 - Comptes de tiers			
Compte 40 - Fournisseurs			
401 - Fournisseurs		136 454,55	Factures non réglées lors du dernier paiement de l'année 2017
404 - Fournisseurs d'immobilisations		294 832,06	
409 - Fournisseurs débiteurs (acomptes)			
4081 - Fournisseurs : factures non parvenues		2 622 368,54	Service fait dans SIFAC à la date du 31/12/17 (montant estimatif)
4084 - Fournisseurs : factures non parvenues (immobilisations)		455 118,18	
SOUS TOTAL 40	-	3 508 773,33	
Compte 411 : Clients	2 157 932,06		Reste à recouvrer en date du 31/12/17
Compte 416 - Contentieux	412 828,73		
Compte 418 - Produits perçus d'avance	814 438,64		
Compte 419 - Produits à recevoir		4 000,00	
SOUS TOTAL 41	3 385 199,43	4 000,00	
Compte 42 - Personnel		7 388 177,15	Charges à payer (rémunérations, heures complémentaire, CET)
SOUS TOTAL 42	-	7 388 177,15	
Compte 43 - Sécurité Sociale et Organismes sociaux			
SOUS TOTAL 43	-		
Compte 44 - Etat & autres collectivités publiques			
441 - Subventions à recevoir	1 782 855,39	656 100,00	
443 - Remb. Etat sur heures complémentaires			
445 - TVA	1 409 837,72		
448 - Produits à recevoir	6 852 576,08		
SOUS TOTAL 44	10 045 269,19	656 100,00	
Compte 46 - Débiteurs et créditeurs divers			
463 - Reste à recouvrer			
465 - Créances sur cessions de VMP			
466 - Autres comptes créditeurs		77 413,17	Aide à la mobilité internationale (Bourses AMI)
4671 - Aide à la mobilité internationale		237 600,00	
4674 - Solde sur taxe apprentissage		212 892,26	Produit de la taxe d'apprentissage qui n'a pas été utilisé pour des dépenses budgétaires en 2017
4678 - Autres comptes débiteurs	1 140 000,00		Reste à recouvrer sur les apports de la Fondation
4682 - Ressources affectées			
4684 - Ressources affectées			
SOUS TOTAL 46	1 140 000,00	527 905,43	
Compte 47 - Comptes transitoires ou d'attente			
471 - Recettes à classer		564 936,34	Recettes encaissées mais non constatées budgétairement
472 - Dépenses à classer et régulariser.	31 372,75	441,45	
473 - Recettes à transférer		560 904,56	Droits de Sécurité Sociale étudiants Arrondis
478 - Autres comptes transitoires		2,68	
SOUS TOTAL 47	31 372,75	1 126 285,03	
Compte 48 - Compte de régularisation			
486 - Charges constatées d'avance	155 029,12		Droits de scolarité, contrats de recherche
487 - Produits constatés d'avance		6 452 569,51	
SOUS TOTAL 48	155 029,12	6 452 569,51	
Compte 49 - Provision pour dépréciation des comptes clients		965 243,72	
TOTAL CLASSE 4	14 756 870,49	20 629 054,17	
TOTAL GENERAL	15 338 216,75	20 629 054,17	
SOLDE CREDITEUR		5 290 837,42	

La trésorerie

La trésorerie de l'URCA s'élève à **26 755 K€**. Elle a augmenté de 1 888 K€.

La trésorerie d'un établissement est fonction des ressources dont il dispose (le fonds de roulement - sur du long terme) et de celles qu'il utilise (le besoin en fonds de roulement - sur du court terme).

Il en découle l'équation suivante : Trésorerie = FDR – BFR,

soit à l'URCA en 2017 : 26 755 204,50€ = 21 464 367,08 € – (-5 290 837,42€)

Ainsi, lorsque le FDR augmente, il s'ensuit une augmentation de la trésorerie.

Lorsque le BFR augmente, la trésorerie diminue.

DETAIL DE L'EVOLUTION DES CHARGES ET PRODUITS DEPUIS 2013 PAR CHAPITRE

**RESULTAT NET COMPTABLE
EVOLUTION 2013 à 2017**

En millions d'€

							Evolution 2017/2016	
Chapitre		2017	2016	2015	2014	2013	en Millions d'€	en %
60	Fournitures	6,49	5,99	7,04	7,59	7,51	0,50 €	8,39%
61	Services extérieurs	6,40	5,34	5,71	6,16	5,89	1,05 €	19,72%
62	Autres services extérieurs	6,23	5,87	6,74	6,30	6,58	0,36 €	6,18%
63	Impôts, taxes	2,31	2,34	2,01	1,84	1,80	-0,02 €	-1,04%
64	Personnel	158,95	158,96	157,83	154,22	150,85	-0,01 €	-0,01%
65	Charges de gestion courante	4,12	4,87	4,38	4,55	3,04	-0,75 €	-15,40%
66	Frais financiers	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00 €	-80,07%
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,02	0,30	0,00	0,19	-0,02 €	-100,00%
68	Amortissements et provisions	11,37	10,45	10,68	9,90	9,34	0,92 €	8,81%
69	Impôt sur les sociétés	0,005	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00 €	-11,77%
		195,88	193,85	194,71	190,56	185,19	2,03 €	1,05%

							Evolution 2017/2016	
Chapitre		2017	2016	2015	2014	2013	en Millions d'€	en %
70	Droits, prestations	10,18	10,36	10,14	9,43	9,30	-0,18 €	-1,69%
71	Variation des stocks	0,08	0,05	0,07	0,05	0,00	0,03 €	56,52%
74	Subventions	180,47	175,09	173,65	173,23	173,47	5,38 €	3,07%
75	Produits de gestion courante	0,37	0,52	0,58	0,50	0,43	-0,15 €	-29,20%
76	Produits financiers	0,00	0,00	1,07	0,28	0,11	0,00 €	0,00%
77	Produits exceptionnels	0,00	0,51	0,92	0,06	0,03	-0,51 €	-100,00%
78	Reprises sur provisions	6,25	6,34	6,52	6,93	7,01	-0,09 €	-1,43%
		197,35	192,86	192,95	190,48	190,34	4,49 €	2,33%

DETAIL DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE ENCAISSEE

La taxe d'apprentissage est une imposition assise sur le montant des salaires bruts versés par les entreprises au cours de l'année précédente. Elle a pour but de financer le développement des premières formations technologiques et professionnelles.

Avec l'autorisation du comité préfectoral de la TA, les encaissements non utilisés sont disponibles pour l'exercice N + 1 et réinscrits sur un BR (Tableau2).

↳ Taxe d'apprentissage encaissée par composante : évolution 2016-2017

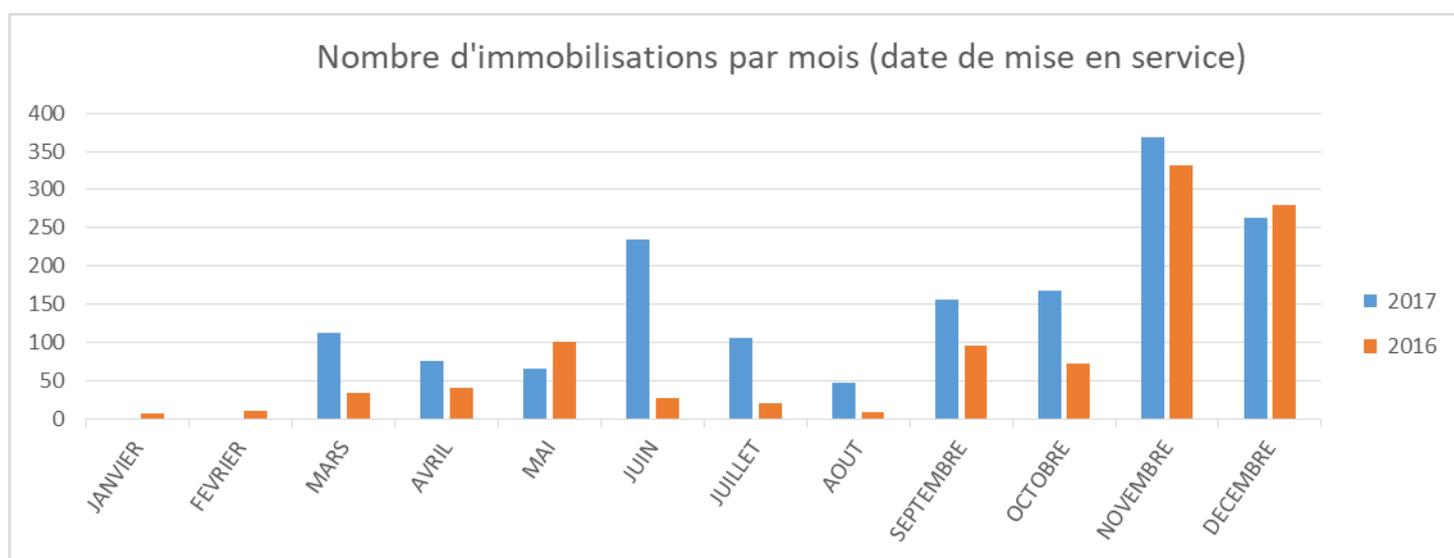
Unité budgétaire		Montant 2017	Montant 2016
985	IUT de Troyes	330 999,98	286 075,20
982	IFTS	65 460,82	69 339,08
981	ESIReims	111 113,04	108 839,45
980	IUT de Reims	445 270,80	416 291,80
960	CUT	290,19	2 260,00
950	Médecine	10 144,97	7 811,29
945	Pharmacie	47 248,78	30 965,06
940	Odontologie	2 936,56	2 683,08
930	Sciences Eco	27 972,57	23 648,84
920	Droit	3 307,43	14 222,21
915	Lettres	3 191,00	629,51
913	STAPS	7 562,94	4 580,02
910	Sciences exactes	59 185,64	83 558,88
906	SIOU	-	11 426,15
455	CFA	2 153 778,82	2 306 592,65
TOTAL		3 268 463,54	3 368 923,22

TA 2016 pour information : 3 368 923,22 €

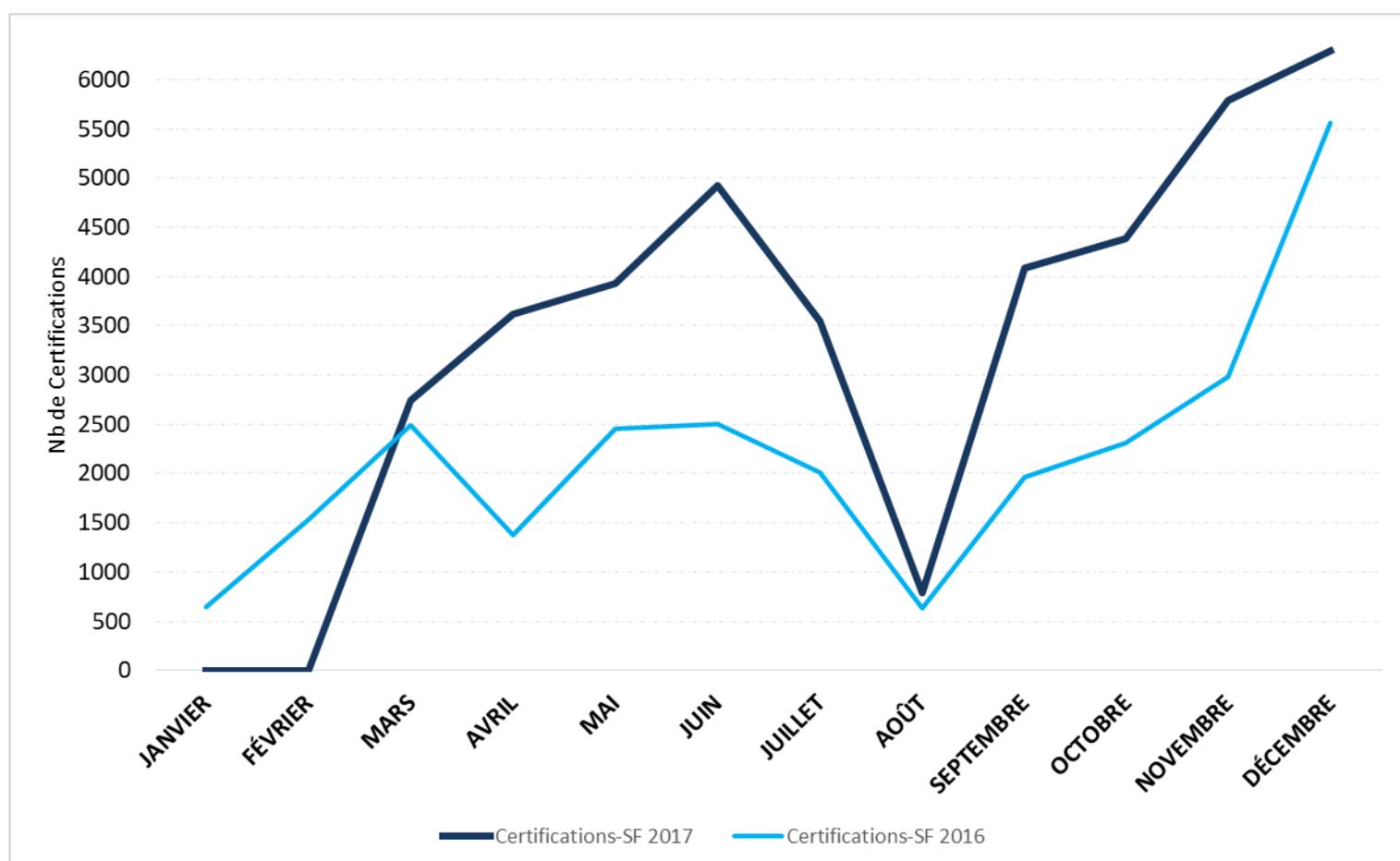
**Soit une diminution de 100 459,68 €
par rapport à 2016**

RYTHME ET VOLUME DES OPERATIONS DE DEPENSE ET DE RECETTE

➤ Nombre d'immobilisations mises en service chaque mois en 2016 et 2017



➤ Nombre d'écritures de service fait (débit compte de charge/crédit 408) par mois en 2017





Nombre de factures et avoirs fournisseurs comptabilisés en 2017

UB	2017				
	NOMBRE	MONTANT	% en nombre	% en montant	Facture moyenne
SAIC	1167	1 152 200,78	5,58%	3,87%	987,32
CFA	452	2 121 549,20	2,16%	7,13%	4 693,69
FONDATION	37	21 745,26	0,18%	0,07%	587,71
ADOC - Documentation	2021	1 553 509,51	9,66%	5,22%	768,68
APAT - Patrimoine Technique	2143	8 980 601,94	10,24%	30,16%	4 190,67
ADRH - Ressources Humaines	169	163 697,77	0,81%	0,55%	968,63
ASCX - Services Centraux	1151	1 398 470,98	5,50%	4,70%	1 215,01
APSD - Présidence	128	34 294,68	0,61%	0,12%	267,93
AVIE - VIE	976	592 922,09	4,67%	1,99%	607,50
F907 - SEPAD	208	105 308,06	0,99%	0,35%	506,29
F965 - Ecoles Doctorales	64	36 870,27	0,31%	0,12%	576,10
F910 - UFR Sciences Exactes	1005	788 431,37	4,80%	2,65%	784,51
F912 - IVV	58	21 643,96	0,28%	0,07%	373,17
F913 - STAPS	150	91 110,79	0,72%	0,31%	607,41
F915 - Lettres SH	200	42 116,36	0,96%	0,14%	210,58
F920 - UFR Droit	155	57 036,87	0,74%	0,19%	367,98
F930 - UFR Sciences Eco	172	52 634,24	0,82%	0,18%	306,01
F940 - UFR Odontologie	168	262 448,67	0,80%	0,88%	1 562,19
F945 - UFR Pharmacie	314	92 122,56	1,50%	0,31%	293,38
F950 - UFR Médecine	1271	1 118 743,41	6,08%	3,76%	880,21
F960 - Centre Univ Troyes	131	54 527,03	0,63%	0,18%	416,24
F980 - IUT de Reims	1368	1 823 410,51	6,54%	6,12%	1 332,90
F981 - ESIReims	285	268 433,73	1,36%	0,90%	941,87
F982 - IFTS	269	334 867,31	1,29%	1,12%	1 244,86
F985 - IUT de Troyes	851	965 471,89	4,07%	3,24%	1 134,51
F993 - ESPE	516	223 682,23	2,47%	0,75%	433,49
M - Masse Salariale	785	258 305,56	3,75%	0,87%	329,05
R - Recherche	4604	6 188 593,11	22,01%	20,79%	1 344,18
MULTI UB - Charges mutualisées	103	968 047,13	0,49%	3,25%	9 398,52
TOTAL	20 921	29 772 797,27	100%	100%	1 423,11

↳ Nombre de recettes comptabilisés en 2017

<i>UB</i>	2017		
	<i>NOMBRE</i>	<i>MONTANT</i>	<i>% en nombre</i>
SAIC	261	1 951 861,90	6,73%
CFA	98	3 236 346,42	2,53%
FONDATION	5	180 000,00	0,13%
ADOC - Documentation	71	596 665,77	1,83%
APAT - Patrimoine Technique	29	103 615,58	0,75%
ADRH - Ressources Humaines	61	16 024,78	1,57%
ASCX - Services Centraux	71	374 522,64	1,83%
APSD - Présidence	2	2 000,00	0,05%
AVIE - VIE	73	1 045 371,53	1,88%
F907 - SEPAD	126	598 297,37	3,25%
F965 - CG Ecoles Doctorales	1	1 574,00	0,03%
F910 - UFR Sciences Exactes	141	631 191,73	3,63%
F912 - IVV	1	8 500,00	0,03%
F913 - STAPS	20	47 639,29	0,52%
F915 - Lettres SH	38	29 000,50	0,98%
F920 - UFR DROIT	57	101 943,50	1,47%
F930 - UFR Sciences Eco	255	535 528,90	6,57%
F940 - UFR Odontologie	16	29 402,15	0,41%
F945 - UFR Pharmacie	32	53 256,94	0,82%
F950 - UFR Médecine	167	1 376 155,02	4,31%
F960 - Centre Univ Troyes	10	1 041 140,95	0,26%
F980 - IUT de Reims	935	3 135 981,48	24,10%
F981 - ESIReims	111	528 903,24	2,86%
F982 - IFTS	59	382 892,08	1,52%
F985 - IUT de Troyes	473	1 864 500,07	12,19%
F993 - ESPE	96	223 120,62	2,47%
M - Masse Salariale	51	170 333 404,98	1,31%
R - Recherche	619	7 176 326,66	15,96%
TOTAL	3 879	195 605 168,10	100

 Nombre de missions comptabilisés en 2017

<i>UB</i>	2017			
	<i>NOMBRE</i>	<i>MONTANT</i>	<i>% en nombre</i>	<i>% en montant</i>
SAIC	435	93 822,66	4,75%	8,99%
CFA	5	120,55	0,05%	0,01%
FONDATION	25	1 301,31	0,27%	0,12%
ADOC - Documentation	141	8 065,80	1,54%	0,77%
APAT - Patrimoine Technique	88	6 292,66	0,96%	0,60%
ADRH - Ressources Humaines	493	60 539,80	5,38%	5,80%
ASCX - Services Centraux	243	44 468,71	2,65%	4,26%
APSD - Présidence	255	14 701,19	2,78%	1,41%
AVIE - VIE	600	35 655,17	6,55%	3,42%
F907 - SEPAD	78	5 369,02	0,85%	0,51%
F910 - UFR Sciences Exactes	378	33 059,48	4,13%	3,17%
F965 - Ecoles Doctorales	7	587,48	0,08%	0,06%
F912 - IVV	36	3 309,91	0,39%	0,32%
F913 - STAPS	90	7 450,71	0,98%	0,71%
F915 - Lettres SH	91	8 372,03	0,99%	0,80%
F920 - UFR Droit	161	17 844,09	1,76%	1,71%
F930 - UFR Sciences Eco	170	15 555,91	1,86%	1,49%
F940 - UFR Odontologie	37	3 018,33	0,40%	0,29%
F945 -UFR Pharmacie	32	4 880,36	0,35%	0,47%
F950 - UFR Médecine	82	15 118,72	0,90%	1,45%
F960 - Centre Univ Troyes	1367	100 732,59	14,93%	9,65%
F980 - IUT de Reims	674	40 712,16	7,36%	3,90%
F981 - ESIReims	125	16 698,18	1,36%	1,60%
F982 - IFTS	191	6 914,14	2,09%	0,66%
F985 - IUT de Troyes	315	33 302,18	3,44%	3,19%
F993 - ESPE	1000	27 936,79	10,92%	2,68%
R - Recherche	2039	437 543,70	22,26%	41,94%
TOTAL	9 158	1 043 373,63	100%	100%

EVOLUTION DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

L'Etat et ses établissements publics sont soumis à un délai global de paiement des factures fournisseurs fixé à 30 jours. Ce délai court à partir de la réception de la facture, centralisée depuis l'exercice 2010 au service facturier rattaché à l'agence comptable.

L'exercice 2017 est caractérisé par une absence de comptabilité pendant les deux premiers mois de l'année, en raison du passage de l'application SIFAC à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique. Le premier semestre 2017 a donc essentiellement consisté à rattraper les paiements des factures saisies au 31 décembre 2016 et les comptabilisations des factures qui continuaient de parvenir à l'URCA.

↳ Délais de paiement de l'exercice 2017 (y compris factures saisies au 31/12/2016)

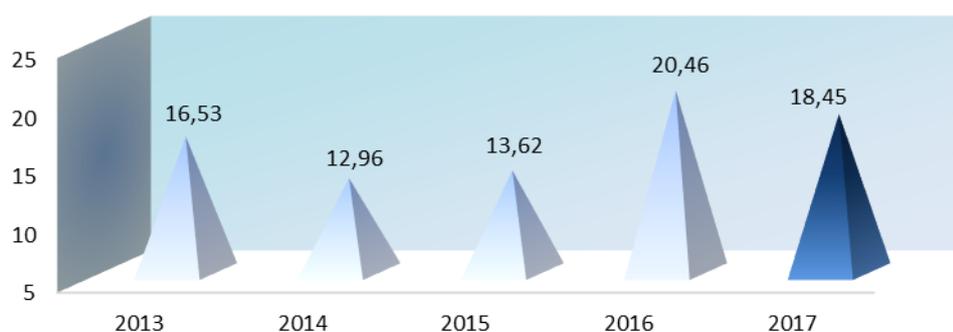
Factures payées	Nombre	Montant en Euros
DGP non dépassé	17035	24 912 080,74
DGP dépassé	4668	8 655 852,73
Total	21703	33 567 933,47

En 2017, 80,11 % des factures fournisseurs sont traitées dans le délai global de paiement (DGP).

En 2017, le délai global de paiement est de : **18,5 jours***, soit une **amélioration de deux jours par rapport à 2016 malgré l'ouverture tardive de SIFAC**.

Si l'on tient compte de la date d'édition de la facture, ce délai passe toutefois à 58 jours, prenant en compte les délais du fournisseur, les litiges et les délais internes à l'URCA pour transmission de la facture au service facturier.

EVOLUTION DU DGP





Agence comptable

Février 2018

Photographies : images libres de droit
